

# REGARDS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Isère



# SOMMAIRE

## ÉDITO

## REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT

## REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE FRANCE TRAVAIL

### L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE

- 1.1. LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL
- 1.2. L'EMPLOI SALARIÉ
- 1.3. LES RECRUTEMENTS
- 1.4. PERSPECTIVES D'EMPLOI

### LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI

- 2.1. LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT
- 2.2. LE TAUX DE CHÔMAGE
- 2.3. LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

### UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION

- 3.1. DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES
- 3.2. LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION

### DES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT

- 4.1. ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT
- 4.2. LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
- 4.3. DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI
- 4.4. DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

## ÉDITO



À travers « Regards sur le Marché du Travail » en Isère, je souhaite partager avec vous quelques constats sur les tendances et opportunités dans notre département, vous présenter les initiatives de France Travail pour faciliter le retour à l'emploi des demandeurs et offrir aux entreprises des réponses adaptées à leurs besoins de recrutement.

L'Isère est un territoire très attractif. Le dynamisme de son économie est porté par des entreprises performantes, dont les activités innovantes ou plus traditionnelles cohabitent harmonieusement, ainsi que par l'engagement constant des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

Dans un contexte national de tensions sur le marché de l'emploi, les résultats restent encourageants en Isère avec un taux de chômage au 3ème trimestre 2023 de 6,0%, inférieur au taux régional (6,4%) et qui accuse une hausse identique de 0,2 point sur un an.

Fortes de ces résultats, les équipes de France Travail Isère sont mobilisées afin d'atteindre l'objectif du plein emploi.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Nicolas FAILLET

Directeur Territorial

# REPÈRES SUR LE DÉPARTEMENT

7 400 KM<sup>2</sup>  
4 BASSINS D'EMPLOI  
512 COMMUNES

## POPULATION

**1 278 000 habitants** en 2020, soit **16%** de la population régionale  
**+0,5%** en moyenne par an entre 2014 et 2020  
**37%** de moins de 30 ans, **24%** de plus de 60 ans  
**35%** de diplômés du supérieur (parmi non scolarisés de 15 ans ou plus)  
**75,5%** de taux d'activité (des 15 à 64 ans)  
*Source : Insee, Recensement de la population (2020)*

## ÉTABLISSEMENTS (HORS PARTICULIERS EMPLOYEURS)

**42 022** en 2021  
**72%** entre 1 et 9 salariés  
*Source : Insee, Flores-Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (2021)*

## EMPLOIS SALARIÉS

**498 087** au 3ème trimestre 2023  
*Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)*

## EMBAUCHES

**891 400** en 2023, dont **183 800** pour un contrat de plus d'un mois hors intérim  
*Source : AcoSS, DPAE-Déclarations préalables à l'embauche (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2023)*

## TAUX DE CHÔMAGE

**6,0%** au 3ème trimestre 2023  
*Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)*

# REPÈRES SUR L'ACTIVITÉ DE FRANCE TRAVAIL DANS LE DÉPARTEMENT

## DEMANDEURS D'EMPLOI

**47 220** au 4ème trimestre 2023

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)

## RETOURS À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI

**79 200** en 2022

Source : France Travail, retours à l'emploi d'un mois ou plus (données brutes, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## DOSSIERS DE DEMANDES D'ALLOCATION TRAITÉS (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

**137 223** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## MONTANT D'ALLOCATIONS ET AIDES VERSÉES (ASSURANCE CHÔMAGE ET ALLOCATION D'ÉTAT)

**718 millions €** en 2022

Source : France Travail (brut, en cumul annuel de janvier à décembre 2022)

## TAUX DE SATISFACTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI VIS-À-VIS DE LEUR ACCOMPAGNEMENT

**87,0%**

Source : France Travail, enquête Ipsos (en cumul janvier à décembre 2023)

## TAUX DE SATISFACTION DES ENTREPRISES VIS-À-VIS DES SERVICES DE FRANCE TRAVAIL

**86,2%**

Source : France Travail, enquête Ipsos (en cumul janvier à décembre 2023)

## VISITES EN AGENCE

**199 669** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## APPELS TRAITÉS AU 3949

**111 530** en 2023

Source : France Travail (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)

## OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES PAR FRANCE TRAVAIL

**253 750** en 2023

Source : France Travail, offres d'emploi collectées par France Travail et offres en provenance des sites partenaires (en cumul annuel de janvier à décembre 2023)





# L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI ET LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHES

Avec 42 000 entreprises, le département bénéficie d'un tissu d'entreprises performantes, souvent orientées vers l'international. 72% des établissements comptent au moins un salarié (source INSEE –2021), ce qui représente environ 500 000 emplois salariés.

Parmi les 10 premiers employeurs privés du département, 5 sont des entreprises sous pavillon étranger. Le tissu économique départemental est très dense avec plusieurs secteurs en forte croissance (santé, environnement, énergies nouvelles, nanotechnologies...) qui attirent de nombreux cadres (12% des emplois salariés). La labellisation French Tech de Grenoble et le Pôle d'Intelligence Logistique situé en Isère Nord-est sont représentatifs de la mobilisation de tous les acteurs autour de projets économiques porteurs. L'agglomération grenobloise est le 1er pôle de recherche publique français après Paris-Ile-de-France.

Les secteurs de pointe comme la microélectronique, l'informatique, les biotechnologies, les énergies renouvelables et la logistique côtoient des secteurs traditionnels forts comme la métallurgie, l'agro-alimentaire ou le textile, historiquement très présents dans le département.

Pôles d'excellence, donneurs d'ordre, PMI innovantes et positionnement international placent l'industrie comme l'une des forces du département.

## 1.1.

### LES SPÉCIFICITÉS DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTAL

La commune de Grenoble compte à elle seule 17% de l'effectif salarié en Isère. Si on ajoute les autres communes de l'agglomération, Grenoble Alpes Métropole pèse 43% des effectifs départementaux. Les autres communes hors agglomération qui ressortent dans le top10 des communes selon le nombre de salariés en Isère : Saint-Quentin-Fallavier, Bourgoin-Jallieu, Vienne, Crolles, Voiron et Montbonnot-Saint-Martin.

Isère			
Code	Libellé commune	Effectifs	% du DEPT
38185	Grenoble	65 264	17%
38151	Échirolles	15 789	4%
38449	Saint-Quentin-Fallavier	14 983	4%
38053	Bourgoin-Jallieu	12 407	3%
38229	Meylan	10 125	3%
38421	Saint-Martin-d'Hères	9 571	3%
38544	Vienne	9 190	2%
38140	Crolles	8 961	2%
38563	Voiron	8 083	2%
38249	Montbonnot-Saint-Martin	8 050	2%

#### TOP 10 DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT SELON LE NOMBRE D'EFFECTIFS SALARIÉS (SECTEUR PRIVÉ)

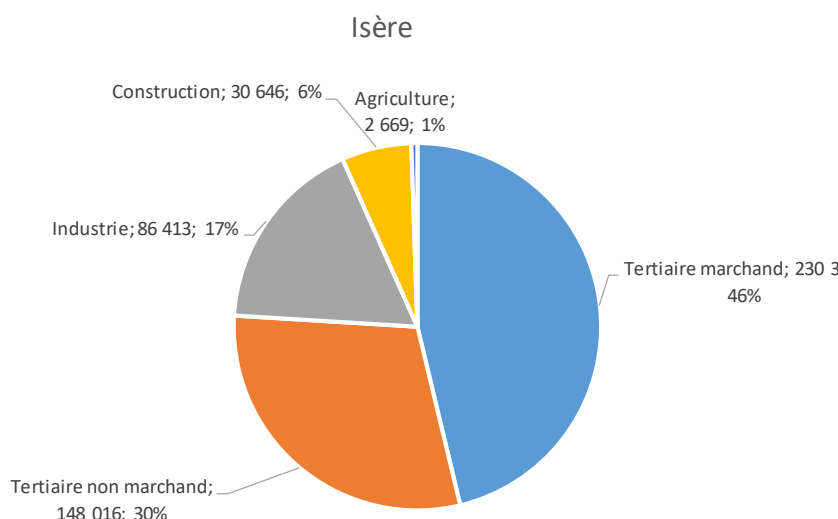
Source : ACOSS (secteur privé, 2022)

76% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire (contre 77% en Auvergne-Rhône-Alpes), soit 378 359 personnes dans les services marchands (transport-logistique, hôtellerie-restauration, activités informatiques, de conseil et d'ingénierie, banque, assurance, etc.) ou non-marchands (santé et action sociale, enseignement, administration publique...).

L'industrie concentre 17% des effectifs (contre 16% en moyenne régionale), le reste des effectifs se répartissant entre la construction (6% des effectifs, contre 6% en moyenne régionale), et l'agriculture (1% des effectifs, contre 1% en moyenne régionale).

#### RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



Le territoire de l'Isère est vaste et se caractérise par un pôle d'excellence scientifique et de recherche de niveau mondial sur l'agglomération grenobloise, un tissu industriel solide réparti sur tout le territoire, ainsi que des activités de tourisme, principalement sur le relief des massifs de Belledonne, de la Chartreuse et du Vercors.

### Le top 3 de l'emploi salarié du secteur privé isérois (hors services)

#### 1. L'industrie concentre un niveau élevé d'emplois salariés dans les quatre bassins isérois.

Au premier plan la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (4% de l'emploi du département contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes) particulièrement représentée dans le bassin grenoblois, la métallurgie (3% de l'emploi du département, idem en Auvergne-Rhône-Alpes), la fabrication d'équipements électriques (2% contre 1% en Auvergne-Rhône-Alpes) et la fabrication de machines et d'équipements (2% de l'emploi du département idem en Auvergne-Rhône-Alpes).



L'industrie agroalimentaire présente dans le bassin Isère Nord-Est abrite également des enseignes à forte notoriété : Brioche Pasquier, Jambon d'Aoste, Pierre Martinet...

L'industrie du textile et du cuir et l'industrie des tissus techniques représentent 3% des employés salariés du département. Elles se concentrent sur le bassin Isère Nord-Est. Elle est représentée notamment par les entreprises Ferrari, Mermet et Hexcel.

L'industrie chimique est installée au sud du bassin de Grenoble (plateforme de Jarrie) et à l'ouest du département (plateforme chimique des Roches – Roussillon). Très présente sur le bassin Vienne Roussillon, l'industrie chimique représente 3% de l'emploi salarié du bassin. Il se caractérise par une plateforme de production portant différents projets, dont la production du paracétamol en 2024-2025 par l'entreprise SEQENS. Les recrutements se font surtout par l'intermédiaire du GIE Osiris présent sur le site. 4 grands projets : le recyclage de gaz, de la fabrication de e-méthanol (enquête publique en cours), de colorants bio et d'alimentation animale, une centaine de recrutements est envisagée.





## 2. Des activités de support aux entreprises

Sont regroupées sous cette appellation les activités de conseils, juristes, comptables et experts comptables, information, communication, ingénierie, recherche et développement, location véhicules de machines et matériels, sécurité, nettoyage des bâtiments, l'intérim... Toutes ces activités soutiennent la dynamique du tissu économique isérois et représentent 18% de l'emploi salarié contre 17% en ARA.

Concernant l'intérim, les principales enseignes ayant signé à l'échelon national des conventions de coopération avec France Travail, celles-ci sont déclinées au niveau local. Cette collaboration se traduit par exemple par la mise en place de job corners ou de visites entreprises clientes. On notera que plus de 70 agences d'intérim sont implantées sur le secteur de l'agence de Villefontaine (bassin Isère Nord-Est).

## 3. Le commerce est présent sur l'ensemble des quatre bassins d'emploi

Ce secteur représente 17% de l'emploi salarié en Isère comme en Auvergne Rhône Alpes.

Le bassin d'emploi Isère Nord-Est compte quatre principales zones d'activités commerciales :

- Deux zones commerciales se trouvent sur la commune de Bourgoin-Jallieu (294 hectares) avec de nombreux concessionnaires automobiles, des commerces alimentaires (Leclerc, Grand frais...) ainsi que de nombreux magasins en équipement de la personne (Gemo, la Halle...). Ces deux zones représentent plus de 3 000 emplois pour environ 300 entreprises.
- Une zone commerciale sur la commune de L'Isle d'Abeau (Les Sayes). Située sur 31 hectares autour de l'enseigne Carrefour, elle regroupe une centaine d'établissements pour environ 550 emplois. On y trouve, par exemple, les enseignes Botanic, Boulanger, Intersport...
- Une zone commerciale sur les communes de Villefontaine et de la Verpillière, The Village, complexe commercial « Outlet » dédié aux marques de luxe et haut de gamme dans une architecture de village contemporain en phase avec son environnement grâce à sa certification HQE. A ce jour, 140 boutiques sont installées au sein de The Village, une centaine de postes de vendeurs-vendeuses pour les weekend, la période estivale et aussi des CDI sont disponibles actuellement.

Sur le bassin de Vienne Roussillon : il s'agit surtout de deux zones commerciales avec des enseignes qui recrutent régulièrement (Carrefour, Kiabi...).

Sur le bassin grenoblois, deux projets de recrutement d'ampleur ont été confiés à France Travail et ses partenaires. Concernant l'extension du centre commercial Grand'Place, la collaboration entre France Travail, l'EPCI (Grenoble Alpes Métropole) et la Mission locale a permis le recrutement de conseillers vente pour Primark (300 postes), JD SPORT et Jack & Jones. 100 équipiers polyvalents de restauration pour Crêpe Touch, KFC, Gomu, Popeyes et Los Pueblos ont également été recrutés.

Le Projet NEYRPIC sur l'ancienne friche industrielle de Saint Martin d'Hères prévoit la création de plusieurs centaines de postes entre le printemps et l'automne 2024.



## Les autres spécificités du département :

Le secteur de production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné représente 2% de l'emploi salarié du bassin de Vienne Roussillon. La présence de la centrale nucléaire de Saint-Alban Saint-Maurice est un acteur majeur de l'économie locale qui projette environ 40 recrutements par an pour le compte d'EDF. Le secteur draine d'autres opportunités d'emploi portées par les prestataires d'EDF, comme l'entreprise Côte qui recrute des électriciens.



Les activités informatiques sont fortement représentées sur le bassin grenoblois. 1 079 entreprises en Ingénierie informatique (SSII/ESN) et 1 097 dans les activités de création de logiciels pour des domaines variés (bases de données et de gestion de l'information des logiciels pour commerce électronique, pour Internet et Intranet, pour l'industrie...). S'ajoutent à ces chiffres, 816 sociétés d'audit et de conseil en informatique et 268 entreprises dédiées à la maintenance informatique et à la sécurité. 2 entreprises sont spécialisées dans la production de logiciels d'intelligence artificielle (IA) et de science des données (data science). Pour exemple : ALMA, KALRAY, AXE informatique, WIZBII, HARDIS Groupe, EDT, Gip TESSI, 40-30, CORYS, REYNOLDS and REYNOLDS, METROLOGIC GROUP...

À noter que les services publics (administration, enseignement, santé et social) rassemblent 3 emplois sur 10 en Isère (29,2% en Auvergne-Rhône-Alpes et 30,4% en France).

### **Un département qui fait la part belle à la recherche, l'innovation et l'enseignement supérieur**

Premier pôle de recherche publique après Paris, l'Isère bénéficie, avec l'agglomération grenobloise, d'une communauté scientifique de premier plan, comptabilisant 25 000 emplois (dont 60% dans le public).

- 13 centres de recherche nationaux et internationaux sont implantés dans le département, dont l'Institut Laue-Langevin, Entreprise European Molecular Biology, CEA, CNRS. Depuis le 2ème semestre 2020, l'Isère bénéficie d'un nouveau synchrotron de 4ème génération (ESRF), unique au monde et 100 fois plus puissant que le précédent.

- De nombreux centres de recherche et développement privés sont localisés en Isère : Ahlstrom-Munksjo, STMicroelectronics, Naver Labs, Vicat, Orange, Schneider Electric, Huawei...

- L'Isère est une terre d'innovation reconnue. 1 075 brevets ont été déposés par des inventeurs isérois en 2020. Grenoble est citée dans le TOP 50 mondial des villes propices à l'innovation. (Sources : CCI - Invest in Grenoble Alpes – INPI)

Situé dans la deuxième région française en matière de demandes de brevets et de nombre d'entreprises dans le secteur des technologies de la santé, le bassin de Grenoble voit se développer la filière medtech-santé qui s'appuie sur: le Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble Alpes, leader dans les domaines de la neurologie et de la traumatologie, sur de nombreux centres de recherche publics et privés, des leaders mondiaux du secteur (Becton Dickinson, Roche Diagnostics France, Medtronic, BioMérieux, Johnson&Johnson, Fresenius Kabi, Stryker et Triexell) et plus de 100 PME/TPE et près de 90 startups. Cela représente 11 800 emplois dont 2 300 dans la recherche publique, et plus de 200 entreprises et laboratoires.

## Un département ouvert à l'international

La production industrielle iséroise s'exporte et l'activité à l'international est soutenue, avec 141 entreprises iséroises qui sont implantées à l'étranger. (Source : Chambre de Commerce et d'Industrie 2021)

Des investissements étrangers : 1 091 établissements de multinationales étrangères sont implantés en Isère. (Source : Insee Auvergne-Rhône-Alpes - Clap Flores 2017)

## Un département qui se visite

Le tourisme est un des deux domaines avec l'industrie qui tire l'augmentation de l'emploi salarié au 3ème trimestre 2023. L'évolution de l'emploi salarié privé de 2008 à 2022 des secteurs Sport Montagne et Tourisme a augmenté de + 34% en Isère contre +37 % en moyenne pour la Région ARA. Les sites sont nombreux et variés : musées, téléphérique de la Bastille, parc d'attraction, grottes, activités en montagne...

### Focus sur les besoins saisonniers de l'hiver :

Les stations de montagne iséroises (l'Alpe d'Huez, les 2 Alpes, Villard de Lans, Chamrousse, Saint-Pierre-de-Chartreuse...) font confiance à France Travail pour leurs recrutements. Qu'il s'agisse des métiers des remontées mécaniques, des offices de tourisme, de l'hôtellerie-restauration, du commerce et de l'hébergement. Compte tenu de notre organisation géographique, c'est l'agence d'Echirolles qui concentre le plus gros volume de recrutements. Pour répondre à ces besoins sont organisés : des forums emploi, des visites d'entreprises avec possibilité pour les demandeurs d'emploi de profiter d'un service de transport depuis plusieurs lieux de l'agglomération de Grenoble. Des salons en ligne complètent ce dispositif de recrutement.



# ZOOM SUR

## LES SECTEURS PHARES DU DÉPARTEMENT

### L'industrie

Avec 86 413 salariés, l'industrie concentre 17% des effectifs (contre 16% en moyenne régionale).

Les secteurs de pointe comme la micro-électronique, les biotechnologies, les énergies renouvelables et la logistique côtoient des secteurs traditionnels forts comme la métallurgie, l'agro-alimentaire ou le textile, historiquement très présents dans le département.

Pôles d'excellence, donneurs d'ordre, PMI innovantes et positionnement international placent l'industrie comme l'une des forces du département.

#### Deux activités industrielles porteuses du département sont concentrées dans le sud :

La fabrication de produits informatiques et électroniques, où l'on retrouve des fabricants de composants électroniques (Framatome, Radiall, Thales, STMicroelectronics, Soitec...), des PME fabriquant des cartes électroniques assemblées, des ordinateurs (Hewlett– Packard...), des équipements de communication, des produits électroniques grand public, de l'instrumentation scientifique et technique (A Photonics, Cometa), des équipements d'irradiation médicale (Trixell...), du matériel optique (Teem Photonics).

L'Isère compte 333 entreprises dans le domaine de l'électronique (NAF 26 et 27), dont 42 ont plus de 500 salariés. Le tissu des entreprises de l'électronique, outre de grandes entreprises situées principalement sur le bassin grenoblois, est complété par des PME et des start-up mettant en œuvre des technologies de pointe issues des centres de recherche locaux : INP, UGA, CNRS et CEA.

La fabrication d'équipements électriques est assurée par de grandes entreprises : Schneider Electric, Legrand et Cegelec. Un fabricant de piles et accumulateurs électriques nouvellement implanté, Verkor, est en plein essor ainsi que le biogaz développé notamment par Air Liquide.

Des start-up se sont développées dans un écosystème favorable pour atteindre la phase d'industrialisation et devenir des entreprises phares, parmi elles on citera : Aledia, Kalray, Lynred, Microleed, Verkor...

#### France Travail accompagne VERKOR dans son développement

3 entrepreneurs isérois ont bénéficié du soutien sur le volet de l'expertise industrielle et opérationnelle de Schneider Electric, du débouché commercial avec Renault Group, de l'engagement de Cap Gemini sur le volet numérique et de fonds d'investissements privés et public pour créer en 2020 VERKOR.

L'ambition : produire des batteries bas-carbone pour répondre à la demande de l'industrie de la mobilité à l'échelle européenne.

La presque île de Grenoble abrite le siège social, le centre de recherche de développement, une ligne pilote et un centre de formation et d'industrialisation de cellules de batteries haute performance et bas carbone. La capacité de production est de 3000 batteries. La gigafactory de Dunkerque dont l'ouverture est prévue mi 2025 aura une capacité égale à 100 fois celle de la ligne pilote grenobloise.

Les équipes de France Travail ont mobilisé la Méthode de Recrutement par Simulation pour accompagner VERKOR dans son développement.

La Méthode de Recrutement par Simulation a permis de répondre aux besoins en compétences sur la ligne de production d'opérateurs mettant en œuvre une technologie nouvelle. France Travail a financé au travers d'une préparation opérationnelle à l'emploi 3 mois de formation à l'AFPA, parcours de qualification adapté spécifiquement aux besoins de l'entreprise pour amener les demandeurs d'emploi au niveau de compétences nécessaire pour intégrer l'équipe de production de batteries de VERKOR.

De plus, les équipes France Travail se sont rapprochées de celles de Dunkerque en vue de faciliter les recrutements à venir sur le site dunkerquois qui produira à grande échelle les batteries bas carbone.



## LA LOGISTIQUE

Le bassin d'emploi Isère Nord-Est abrite dans son périmètre la plus grande zone logistique de France et la seconde d'Europe du Sud, ce qui rend ce domaine très prégnant pour l'agence France Travail de Villefontaine. L'emploi salarié de ce secteur représente pour l'agence près de 73% de la part du bassin. Les offres sont souvent associées à de multiples postes. Les difficultés de recrutement rendent le recours à l'intérim de plus en plus important.

### **Le Parc International de Chesnes, 1<sup>ère</sup> plateforme logistique terrestre de France**

Avec ses 2 millions de m<sup>2</sup> de bâti logistique et ses 1000 hectares, le parc international de Chesnes est la 1<sup>ère</sup> plateforme logistique terrestre de France et la 2<sup>ème</sup> d'Europe du Sud. Elle concentre l'ensemble de la chaîne logistique métropolitaine : prestataires logisticiens, chargeurs et services regroupés au sein d'un pôle d'excellence dédié, le Pôle d'Intelligence Logistique. Cette zone représente 13 000 emplois pour 300 entreprises dont la moitié relève de la logistique et emploient 6500 salariés dont 5000 uniquement en logistique.

Le Pôle d'Intelligence Logistique (PIL'ES) est le réseau expert de la filière logistique et de ses métiers. L'agence France Travail de Villefontaine a renouvelé la convention de partenariat avec le PIL'ES afin de :

- Valoriser la filière logistique
- Accélérer les recrutements dans ce secteur
- Valoriser nos actions et réussites
- Participer à la Commission Emploi

Tout au long de l'année des événements sont organisés afin de répondre aux besoins de la filière tels que : la biennale de la logistique, les forums emploi, les visites de site (en partenariat avec la CAPI) et d'entreprises pour les conseillers France travail comme pour les demandeurs d'emploi du territoire.

Sur les 12 derniers mois, 550 offres d'emploi ont été déposées auprès de France Travail, 71 % sont des CDI.





## LE COMMERCE

Ce secteur emploie 61 721 personnes, soit 17% des salariés du département. C'est le deuxième secteur du département. Dans tous les bassins d'emploi, des zones commerciales concentrent les emplois de ce secteur, plus particulièrement prégnant en Isère Nord-Est et dans le bassin grenoblois en poids d'effectifs salariés.

**Sur le bassin de Grenoble, le projet NEYRPIC** a fait l'objet d'un protocole autour de l'emploi signé en 2021 par la Région Auvergne Rhône Alpes, la préfecture de l'Isère, le Conseil départemental, Grenoble Alpes métropole (EPCI), la ville et la mission locale de Saint Martin d'Hères et France Travail, porté par l'agence de Saint Martin d'Hères.

Son ouverture est prévue fin août début septembre 2024, il comprend 90 boutiques, 20 points de restauration et 5 espaces de loisirs ainsi que des espaces de service.

Environ 800 postes sont à pourvoir essentiellement pour des profils de vendeurs (ses)/ employé(e)s polyvalent(e)s de restauration et managers. Les activités d'entretien et liées à la sécurité seront vraisemblablement sous traitées.

Réunis au sein d'une cellule emploi qui a vocation à coordonner les actions sur le territoire, les signataires ont pour objectif de simplifier le processus de recrutement, Identifier et mobiliser l'ensemble des dispositifs et moyens permettant d'intégrer des demandeurs d'emploi, avec une attention particulière pour les publics prioritaires des politiques de l'emploi (dont les allocataires du RSA, les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes...), faciliter l'intégration et le maintien dans l'emploi des salariés, développer les compétences et sécuriser les parcours professionnels des salariés.

A ce jour 5 recrutements de managers pour l'enseigne FIVE GUYS restaurant ont été réalisés via la méthode de recrutement par simulation ; 9 recrutements de managers pour le Groupe INDITEX sont en cours. Et des recrutements d'employé(es) polyvalent(e)s de restauration sont en cours pour BURGER KING sur les 3 implantations du bassin grenoblois (Centre-ville, Grand Place et Neyrpic), les recrutements seront effectifs après une préparation opérationnelle à l'emploi, 30 POE ont été financées à ce jour.

Afin de soutenir les recrutements à venir dans un contexte de tension de recrutement, des ateliers « marque employeur » sont proposés aux recruteurs. Il s'agit d'une réflexion autour de la culture de leur entreprise, de ses valeurs, de ses atouts et des avantages dans un objectif de les restituer aux candidats pour les attirer et les fidéliser.

Un Forum emploi est également planifié les 5 et 6 juin à l'Heure Bleue à St Martin d'Hères.

Une communication soutenue est déployée depuis le début du projet : mobilisation des media et réseaux sociaux et diffusion d'un flyer avec QR code pour les candidats qui souhaitent obtenir des informations sur les recrutements



### Les pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité regroupent des entreprises, des structures de recherche et des établissements de formation, ayant vocation à dynamiser l'innovation et à favoriser le développement économique sur le territoire régional. Ils permettent ainsi de soutenir et d'accompagner des projets portés par nos entreprises. 13 des 55 Pôles de compétitivité présents sur le territoire national sont implantés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

**AXELERA**, le pôle de compétitivité des filières chimie-environnement.

**CARA**, le pôle qui accompagne les mutations des systèmes de transport de personnes et de marchandises.

**CIMES**, le pôle dédié à l'ingénierie mécanicienne, au manufacturing et à la performance des systèmes productifs grâce à l'innovation sur les biens d'équipements industriels, moyens, outils et méthodes de production.

**MEDICALPS** est le cluster des technologies de la santé de l'arc alpin. Depuis 2000, l'association regroupe et représente un réseau de plus de 120 start-up, PME, grands groupes, centres de recherche, universités et collectivités issus des domaines des technologies médicales, biotechnologies et e-santé.

**MIAI Grenoble Alpes** vise à conduire des recherches au plus haut niveau en intelligence artificielle, à proposer des enseignements attractifs pour les étudiants et les professionnels de tous les niveaux, à soutenir l'innovation dans les grandes entreprises, les PME et les startups et enfin à informer et interagir avec les citoyens sur tous les aspects de l'IA (intelligence artificielle).

**MINALOGIC**, le pôle de compétitivité moteur de la transformation numérique au service des enjeux stratégiques de réindustrialisations, de souveraineté nationale et de développement durable.

**PIL'ES**, réseau associatif fédérant les professionnels du secteur de la logistique.

**TENERRDIS**, le pôle dont la mission est de favoriser la croissance d'activité durable et la création d'emplois pérennes dans les filières des nouvelles technologies de la transition énergétique.

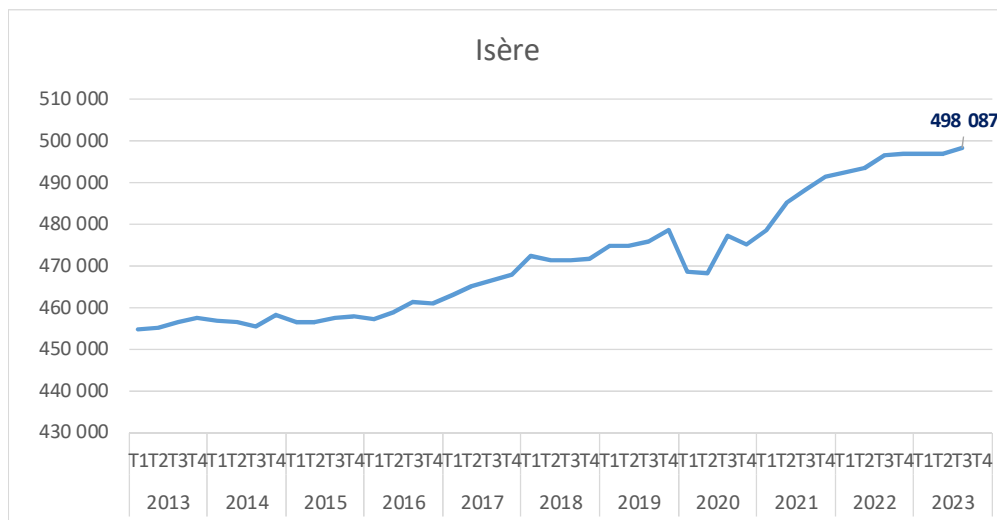
## 1.2.

### L'EMPLOI SALARIÉ ORIENTÉ À LA HAUSSE DEPUIS 10 ANS

L'emploi salarié est orienté à la hausse sur dix ans : +9% entre 2013 et 2023, soit +41 600 créations de postes sur cette période.

#### EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS DIX ANS

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, en fin de trimestre)



Après le «trou d'air» lié à la crise sanitaire en 2020, les effectifs ont de nouveau augmenté à un rythme soutenu pour retrouver les niveaux d'avant-crise.

Entre le 3ème trimestre 2023 et le même trimestre de l'année précédente, le département a gagné 1600 postes, soit +0,3% (contre +0,8% au niveau régional).

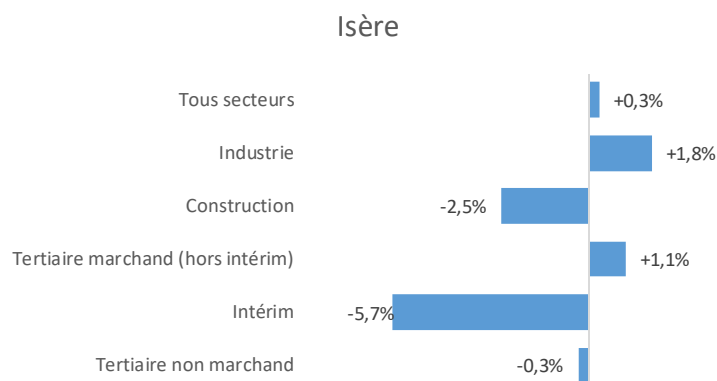
Tous secteurs confondus, l'évolution annuelle de l'emploi salarié en Isère est positive mais elle cache de grosses disparités.

L'intérim (-5.7%) et le secteur de la construction (-2.5%) sont très touchés en Isère, en Auvergne Rhône Alpes ils accusent respectivement -1.2% et - 4.3%.

L'industrie (+1.8%) et le tertiaire marchand (+1.1%) permettent d'atteindre une évolution positive

#### ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

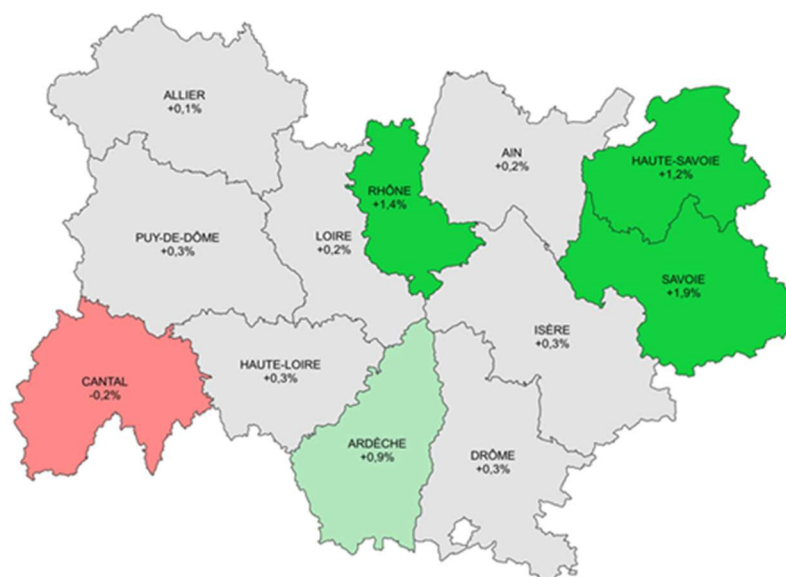
Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



Plus récemment, au cours du 3ème trimestre 2023, l'emploi salarié augmente de +0,2%, soit + 1200 postes, et s'établit à 498 087 salariés (secteur privé et public).

## ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ EN AUVERGNE RHÔNE ALPES PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, estimations d'emploi, emploi salarié total (données CVS, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023)



### 1.3.

## AU 4ÈME TRIMESTRE 2023, LES EMBAUCHES EN BAISSÉ

Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, 61 620 nouvelles offres d'emploi ont été diffusées par France Travail (y compris en provenance de sites partenaires), soit une baisse de -9,8% par rapport au même trimestre de l'année précédente (-6,7% au niveau régional).

70% concernent un contrat durable, CDI ou CDD de plus de 6 mois (70% au niveau régional).

45 064 embauches de plus d'un mois hors intérim ont été réalisées au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, soit -1231 embauches de moins que l'année précédente sur la même période.

## RÉPARTITION DES EMBAUCHES DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : Acoess, DPAE-Déclarations préalables à l'embauche de plus d'un mois hors intérim  
(Données brutes, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023)

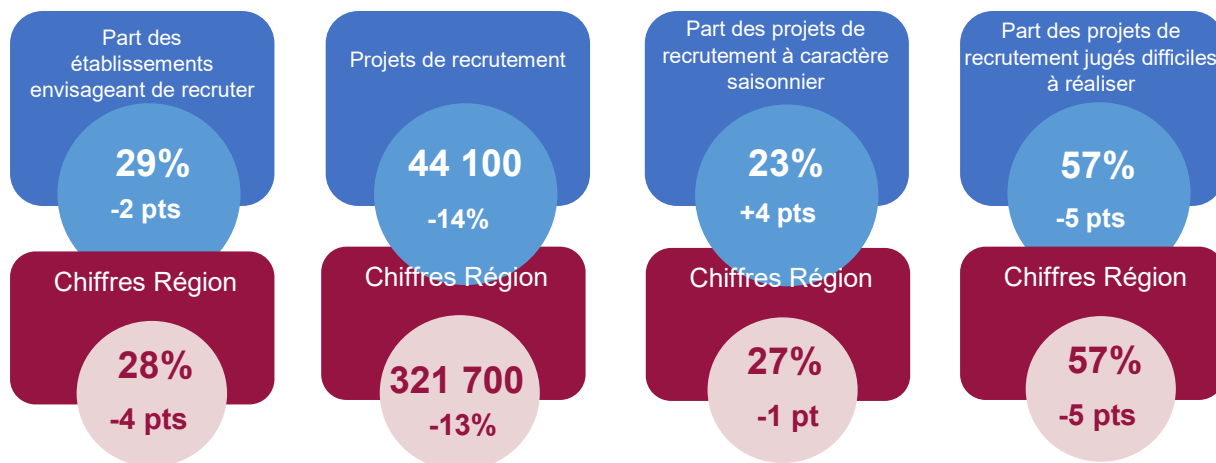
	Isère	Répartition	pour compar, % en ARA
<b>Tous secteurs</b>	<b>45 064</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Hébergement et restauration	7 327	16%	22%
Commerce	7 508	17%	16%
Support aux entreprises	8 285	18%	17%
Santé et action sociale	4 800	11%	10%
Construction	2 477	5%	5%
Industrie	3 076	7%	5%
Administration publique, enseignement	3 700	8%	6%
Transports et entreposage	3 145	7%	7%
Associations et autres services personnels	1 980	4%	5%
Banque, assurance, immobilier, information, communication, informatique	1 642	4%	4%
Agriculture et industries agroalimentaires	1 124	2%	3%

## 1.4.

### DES PERSPECTIVES D'EMPLOI QUI SE MAINTIENNENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

L'enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) de France Travail révèle des perspectives d'embauche en baisse pour 2024 dans le département. Les employeurs indiquent des intentions de recrutement qui s'établissent à un niveau inférieur à celui de 2023 (-14%), soit 44 100 embauches potentielles.

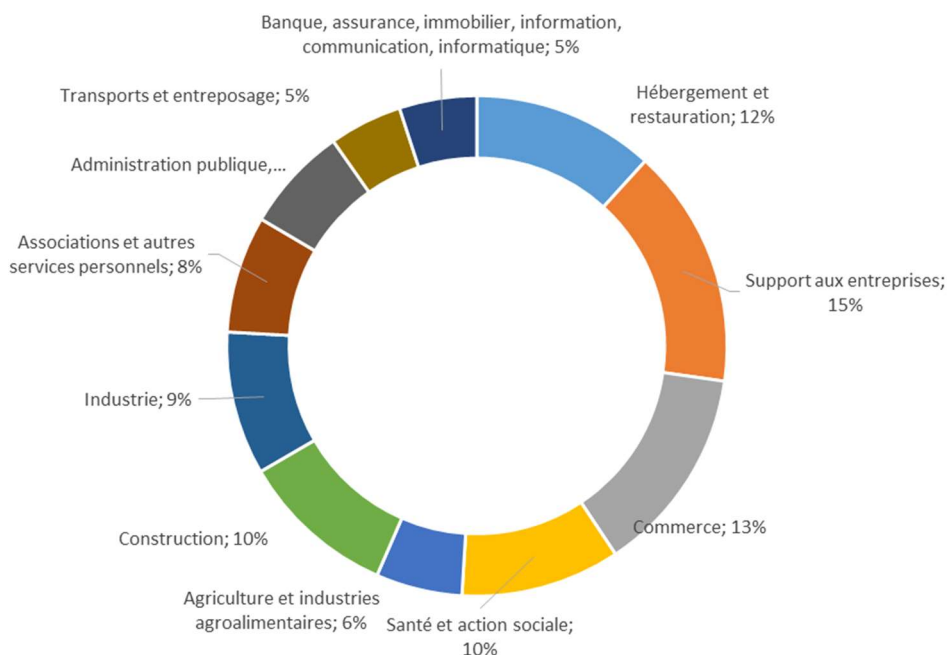
29% des établissements interrogés ont prévu de recruter en 2024.



Source : France Travail, Enquête BMO-Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2024)

#### RÉPARTITION DES INTENTIONS D'EMBAUCHE DANS LE DÉPARTEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : France Travail, Enquête BMO-Besoins en Main d'Œuvre, projets de recrutement (2024)





**Les trois quarts des intentions d'embauche se répartissent de façon quasi équilibrée entre les secteurs suivants :**

- 15% dans le support aux entreprises ;
- 13% dans le commerce ;
- 10% dans la construction ;
- 10% dans le secteur de la santé et de l'action sociale ;
- 7% dans l'enseignement - administration publique ;
- 12% dans l'hébergement et la restauration ;
- 9% dans l'industrie.

**Pour autant, les défaillances d'entreprises sont de nouveau en hausse mais en-deçà de leur niveau d'avant crise.** Ces défaillances viennent nuancer la tendance positive des perspectives de recrutement dans certains secteurs.

Avec 337 procédures ouvertes en 2022 (source : Insee), le nombre de défaillances d'entreprise dans le département accuse une forte hausse de +74% par rapport à 2021, année au cours de laquelle leur nombre se situait à un niveau très faible, en raison du soutien porté aux entreprises par les pouvoirs publics. Le nombre global de procédures reste inférieur aux niveaux de 2019.

Sur la période de janv-sept.23, dans le département, on dénombre 330 défaillances d'entreprises (source : Insee), soit +39% par rapport à la même période de l'année précédente (contre +39% en Auvergne-Rhône-Alpes).



## **LA POPULATION, LES ACTIFS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI**

Avec 1,3 million d'habitants, l'Isère est le 2ème département le plus peuplé de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Plus d'un tiers de la population est concentré dans Grenoble-Alpes-Métropole, autour de Grenoble, la préfecture.

Le taux de chômage de l'Isère s'établit à 6,0% au 3ème trimestre 2023, inférieur à celui de la région à 6,4%. L'évolution trimestrielle est de +0,1point pour l'Isère contre +0,2 pour la région ; tandis que l'évolution annuelle est identique (+0,2 point).

Au quatrième trimestre 2023, en Isère, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 47 220. Ce nombre est stable sur un trimestre (soit +20 personnes) et progresse de 1,0% sur un an. En Auvergne-Rhône-Alpes, ce nombre augmente de +0,2 % sur un trimestre (+1,1 % sur un an)

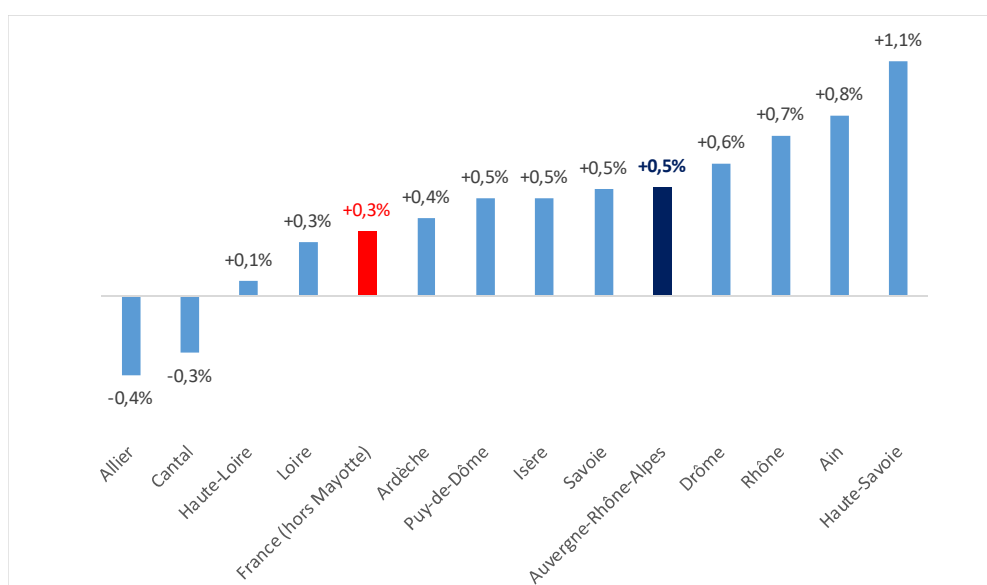
## 2.1.

# LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DU DÉPARTEMENT

La croissance démographique du département se poursuit à un rythme de +0,5% par an en moyenne entre 2014 et 2020 (contre +0,5% en Auvergne-Rhône-Alpes).

## EVOLUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION ENTRE 2014 ET 2020

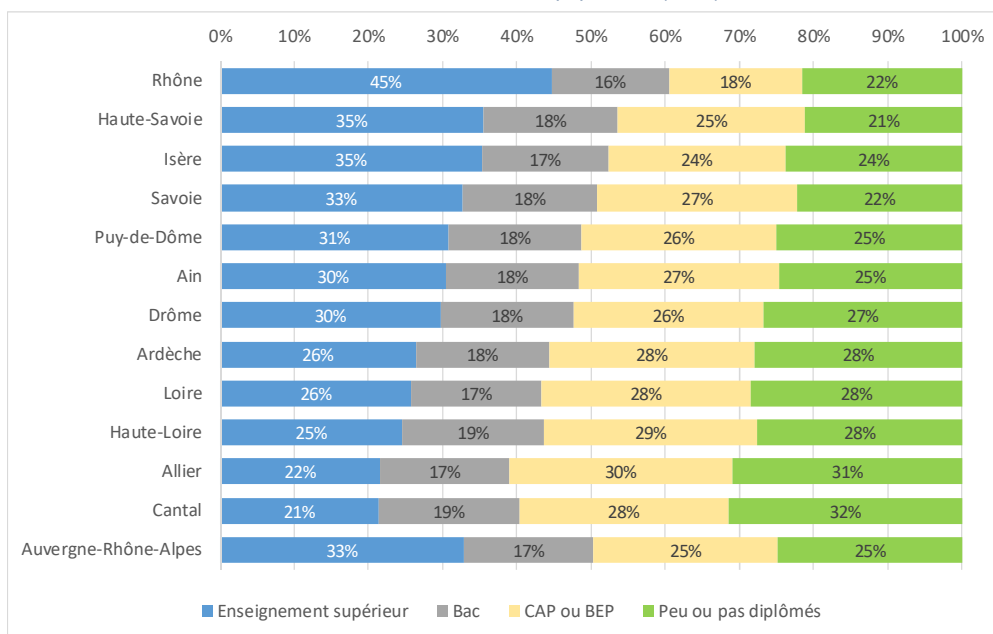
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



52% des habitants (non-scolarisés) du département possèdent un diplôme de niveau bac ou études supérieures (50% au régional).

## DIPLOMÉ LE PLUS ÉLEVÉ DE LA POPULATION NON SCOLARISÉE DE 15 ANS OU PLUS

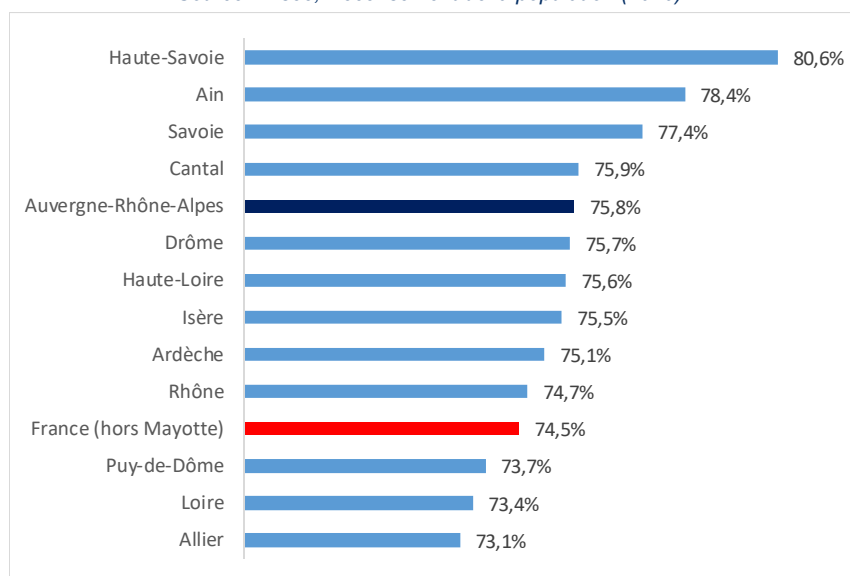
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



Avec une population active de 604 200 personnes, la part des actifs s'établit à 75,5% de la population âgée de 15 à 64 ans dans le département (contre 75,8% en Auvergne-Rhône-Alpes).

### TAUX D'ACTIVITÉ<sup>1</sup> DE LA POPULATION DES 15 À 64 ANS PAR DÉPARTEMENT

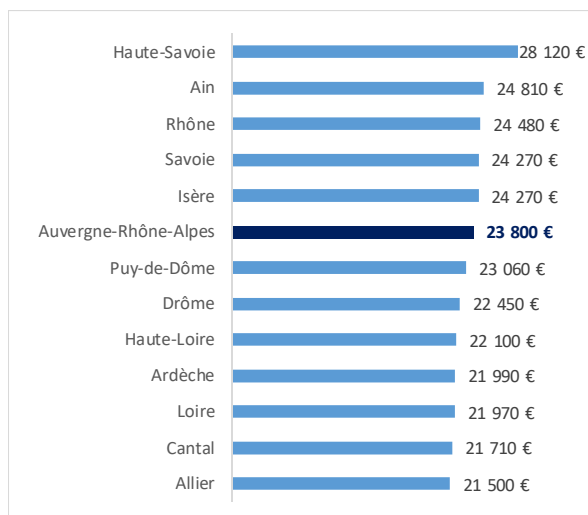
Source : Insee, Recensement de la population (2020)



Le département se caractérise par un niveau de vie médian<sup>2</sup> de 24 270 € par an (contre 23 800 € en Auvergne-Rhône-Alpes) et un taux de pauvreté<sup>3</sup> à 11,8% (contre 13,3% au niveau régional).

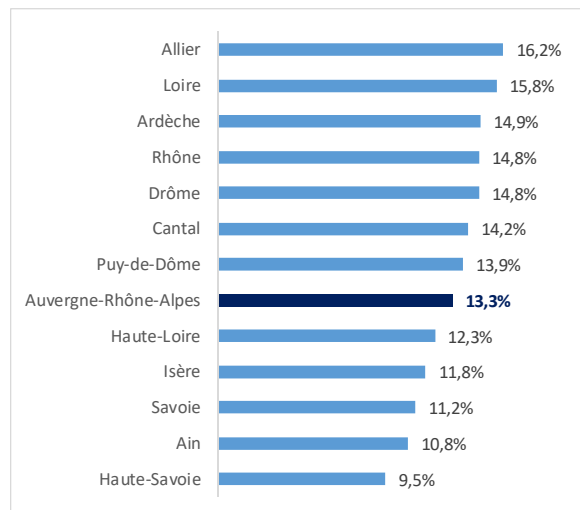
### NIVEAU DE VIE MÉDIAN DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2021)



### TAUX DE PAUVRETÉ DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, FiLoSoFi-Fichier localisé social et fiscal (2021)



<sup>1</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (en emploi (actifs occupés) ou au chômage) âgés de 15 à 64 ans et l'ensemble de la population âgée de 15 à 64 ans.

<sup>2</sup> Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie médian signifie donc que la moitié de la population est sous ce niveau et l'autre moitié au-dessus.

<sup>3</sup> Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus étant en situation de pauvreté monétaire. Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (en France et en Europe, le seuil est le plus souvent fixé à 60 % du niveau de vie médian)

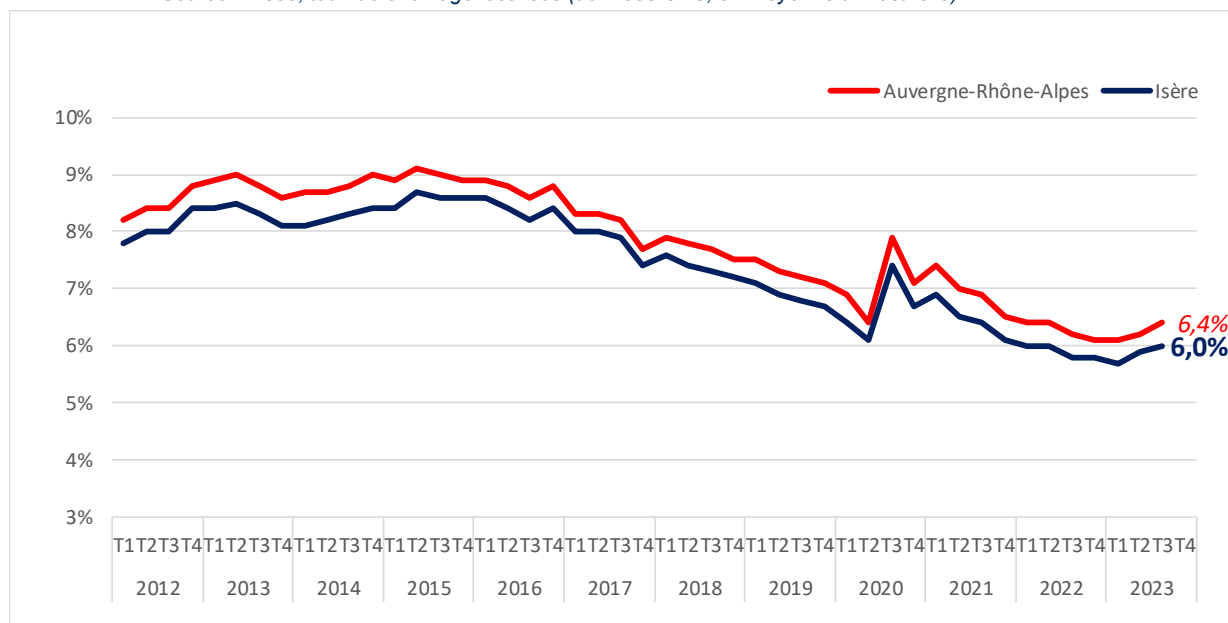
## 2.2.

### UN TAUX DE CHÔMAGE EN HAUSSE

Dans le département, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point au 3ème trimestre 2023 et s'est établi à 6,0% de la population active (contre 6,4% en Auvergne-Rhône-Alpes). Sur une année, il est en hausse de 0,2 point.

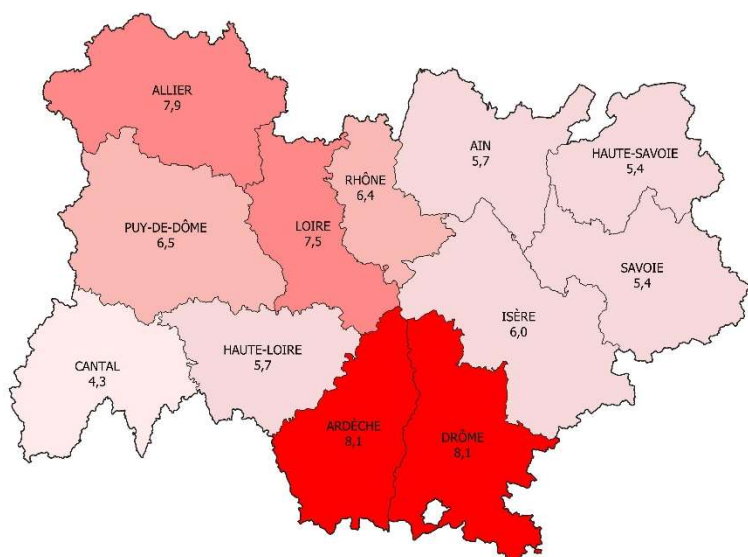
#### ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2012

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, en moyenne trimestrielle)



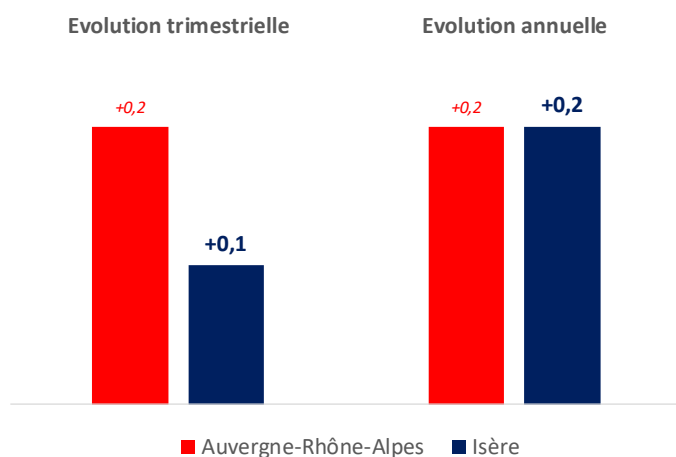
#### TAUX DE CHÔMAGE PAR DÉPARTEMENT

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)



#### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE DU TAUX DE CHÔMAGE

Source : Insee, taux de chômage localisés (données CVS, au 3ème trimestre 2023)





## 2.3.

### LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

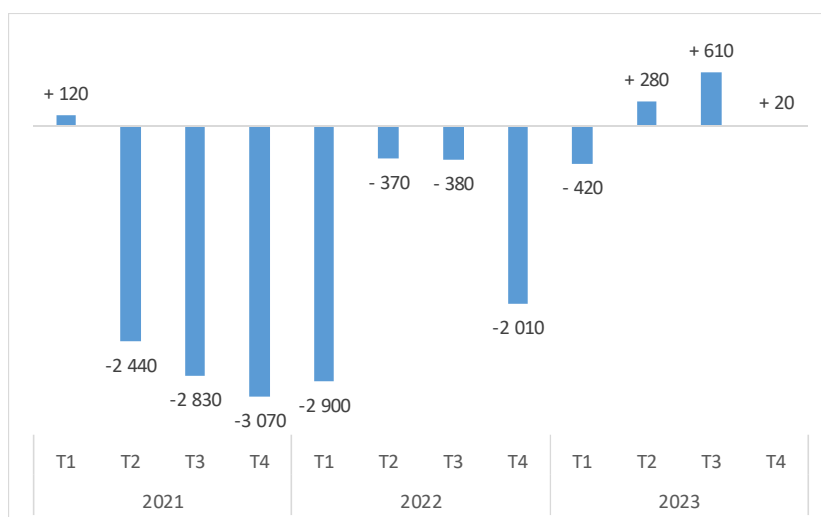
Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 47 220 dans le département. En cumulant avec les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité au cours du mois (catégories ABC), on dénombre 87 090 demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

**Le nombre d'inscrits en catégorie A en hausse et supérieur à son niveau d'il y a un an.**

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A dans le département est légèrement orienté à la hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023: +20 par rapport au trimestre précédent, soit +0,1% (contre +0,2% en région).

#### ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2021

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois<sup>1</sup> à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle)



Le nombre d'inscrits en catégorie A est supérieur à son niveau d'il y a un an : ainsi l'évolution annuelle est de +1,0% dans le département (contre +1,1% en région).

Sur une année, les demandeurs d'emploi de 50 ans et plus sont en recul (-2,3%) et dans une moindre mesure les femmes (-0,3%). Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus impactés par la hausse à mettre au regard des emplois qualifiés ou très qualifiés peu accessibles aux jeunes demandeurs d'emploi. Les bénéficiaires de l'ASS sont en net recul (-9%) de même que les bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (-3,9%).

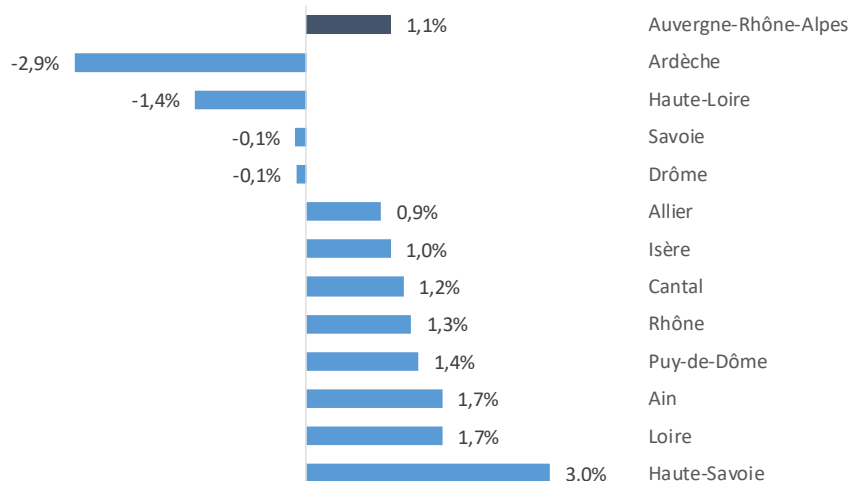
<sup>1</sup> Les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à France Travail et ayant une demande en cours au dernier jour du mois observé. L'inscription sur les listes de France Travail résulte d'une démarche administrative.

Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en fonction des catégories suivantes :

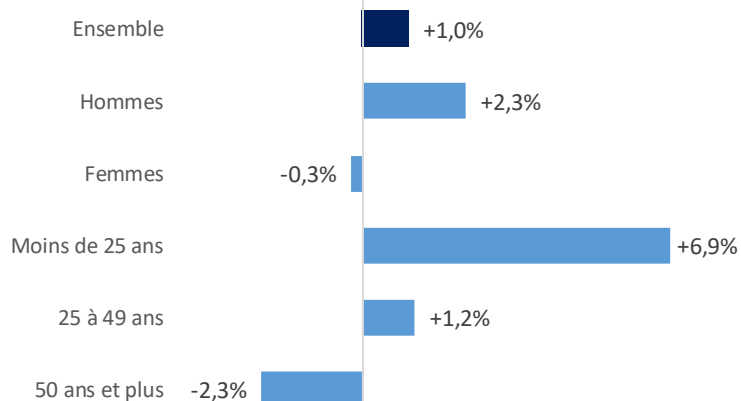
- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

## ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) PAR DÉPARTEMENT

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)



### Isère

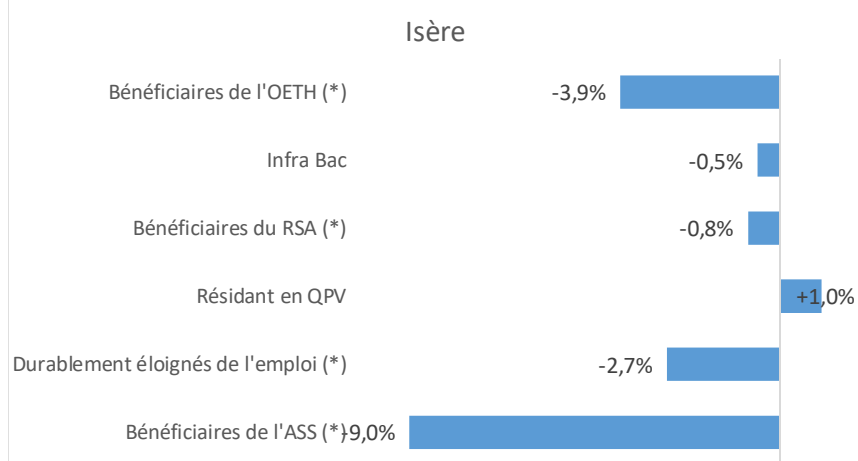


## ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR SEXE ET AGE

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données CVS, en moyenne trimestrielle, 4ème trimestre 2023)

## ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI SANS ACTIVITÉ (CAT. A) DANS LE DÉPARTEMENT PAR PUBLIC SPÉCIFIQUE

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données brutes, à fin décembre 2023)



**Bénéficiaires de l'OETH :** bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés

<sup>2</sup> **Bénéficiaires du RSA :** ayant un droit ouvert au Revenu de Solidarité Active

<sup>3</sup> **Durablement éloigné de l'emploi :** inscrits à Pôle emploi au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois

<sup>4</sup> **Bénéficiaires de l'ASS :** bénéficiaires indemnisables au titre de l'Allocation Spécifique de Solidarité

## L'indemnisation des demandeurs d'emploi

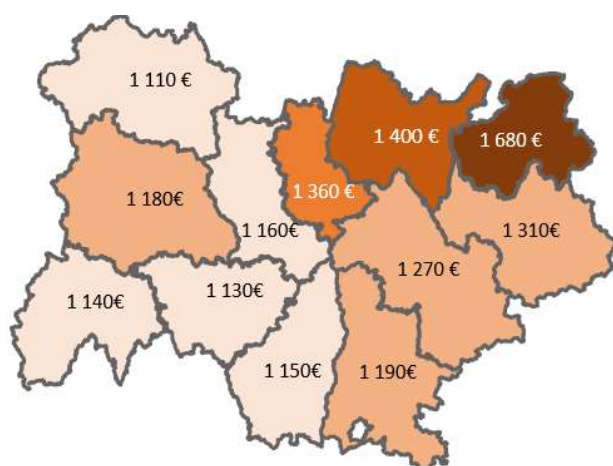
A fin septembre 2023, France Travail comptabilise 53 770 demandeurs d'emploi indemnisés dans le département.

Ainsi, 53% des demandeurs d'emploi (toutes catégories) sont indemnisés, dont 45 640 au titre de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE)<sup>1</sup> et 2 840 au titre de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)<sup>2</sup>.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage<sup>3</sup> est de 1 270 € (1 310 € au niveau régional).

## MONTANT MENSUEL MOYEN DU DROIT D'ALLOCATION CHÔMAGE

Source : France Travail, montant mensuel moyen de l'allocation versée aux demandeurs d'emploi indemnisés au titre de l'Assurance Chômage, hors État et autres (brut, à fin mars 2023)



France Travail a versé 718 millions d'euros d'allocations et d'aides en 2022 dans le département, dont 565 millions d'euros pour l'Allocation de Retour à l'Emploi (ARE).

France Travail agit également en faveur de la création d'entreprise, notamment via l'Aide à la reprise ou création d'entreprise (ARCE). Cette aide est versée sous condition aux porteurs de projet qui choisissent de recevoir une somme globale au lieu du maintien partiel de leur allocation.

<sup>1</sup> L'allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE) est un revenu de remplacement versé par France Travail, sous certaines conditions, aux personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et involontairement privés d'emploi.

<sup>2</sup> L'allocation spécifique de solidarité (ASS) est une allocation qui peut, sous certaines conditions, prendre le relais de l'Allocation d'aide au Retour à l'Emploi (ARE), quand les droits à l'allocation ARE se terminent.

<sup>3</sup> Le montant mensuel moyen du droit d'allocation chômage correspond au taux d'indemnisation journalier versé aux demandeurs d'emploi indemnisés en fin de mois, rapporté à un mois de 30 jours. Le fait que certains jours du mois peuvent ne pas être payés du fait de l'exercice d'une activité réduite ou d'un arrêt maladie, par exemple, ou parce que certains demandeurs d'emploi sont entrés en cours de mois, n'est pas pris en compte dans ce calcul.

## « CARTE D'IDENTITÉ » DU DEMANDEUR D'EMPLOI DU DÉPARTEMENT (INSCRIT EN CATÉGORIE A)



**14%** ont moins de 25 ans (contre 14% au niveau régional)

**26%** ont plus de 50 ans (contre 27% au régional)

**50%** des inscrits sont des femmes (contre 49% au régional)



**53%** sont de niveau infra-Bac (contre 54% au régional)

**11%** sont cadres (contre 10% au régional)



**35%** déclarent accepter une mobilité géographique de plus de 30 km (contre 38% au régional)

**24%** ne possèdent pas le permis de conduire (contre 24% au régional)



**22%** ont des droits ouverts au RSA (contre 22% au régional),

**20%** inscrits suite à une fin de CDD (contre 19% au régional)

**33%** sont inscrits en continu depuis plus d'un an en catégories A, B, C (contre 35% au régional).

# ZOOM SUR LES PROFILS



## **Les jeunes (moins de 25 ans)**

Ils représentent 14% de la demande d'emploi du département (contre 14% au niveau régional). Le nombre de jeunes inscrits à France Travail est en hausse de +6,9% sur un an (contre 7,6% au niveau régional).

## **Les seniors (plus de 50 ans)**

Ils représentent 26% de la demande d'emploi du département (contre 27% au niveau régional). Leur nombre est en baisse de -2,3% sur un an (contre -1,9% au niveau régional). C'est un public avec une part importante de bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH) et plus souvent durablement éloignés de l'emploi.

## **Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD)<sup>1</sup>**

Ils représentent 29% de la demande d'emploi du département (contre 29% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi durablement éloigné de l'emploi est en baisse de -2,7% sur un an (contre -3,4% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne, avec une part importante de bénéficiaires du RSA ou de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés.

## **Les demandeurs d'emploi des QPV (Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville)**

Ils représentent 10% de la demande d'emploi du département (contre 10% au niveau régional). Le nombre d'inscrits à France Travail est en hausse de +1,0% sur un an (contre 0,9% au niveau régional).

## **Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés**

Ils représentent 12% de la demande d'emploi départementale (contre 11% au niveau régional). Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap est en baisse de -3,9% sur un an (contre -3,9% au niveau régional). C'est un public plus âgé et moins diplômé que la moyenne et qui accède moins souvent à l'emploi (au niveau régional, 31% d'entre eux accèdent à un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription, contre 49% parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi).

## **Les Bénéficiaires du RSA (droit ouvert)**

Ils représentent 22% de la demande d'emploi du département (contre 22% au niveau régional). Le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail est en baisse de -0,8% sur un an (contre 1,3% au niveau régional). C'est un public plus souvent éloigné durablement de l'emploi.

<sup>1</sup> inscrits au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 derniers mois.



## Retour à l'emploi et mobilité professionnelle des demandeurs d'emploi

79 200 retours à l'emploi sur des contrats de plus d'un mois ont été enregistrés pour des demandeurs d'emploi inscrits dans le département en 2022.

Au niveau départemental, 49% des demandeurs d'emploi retrouvent un emploi dans les 6 mois qui suivent leur inscription (contre 48% au niveau régional). Cependant, ce taux varie fortement avec l'âge, la qualification, les caractéristiques des publics :

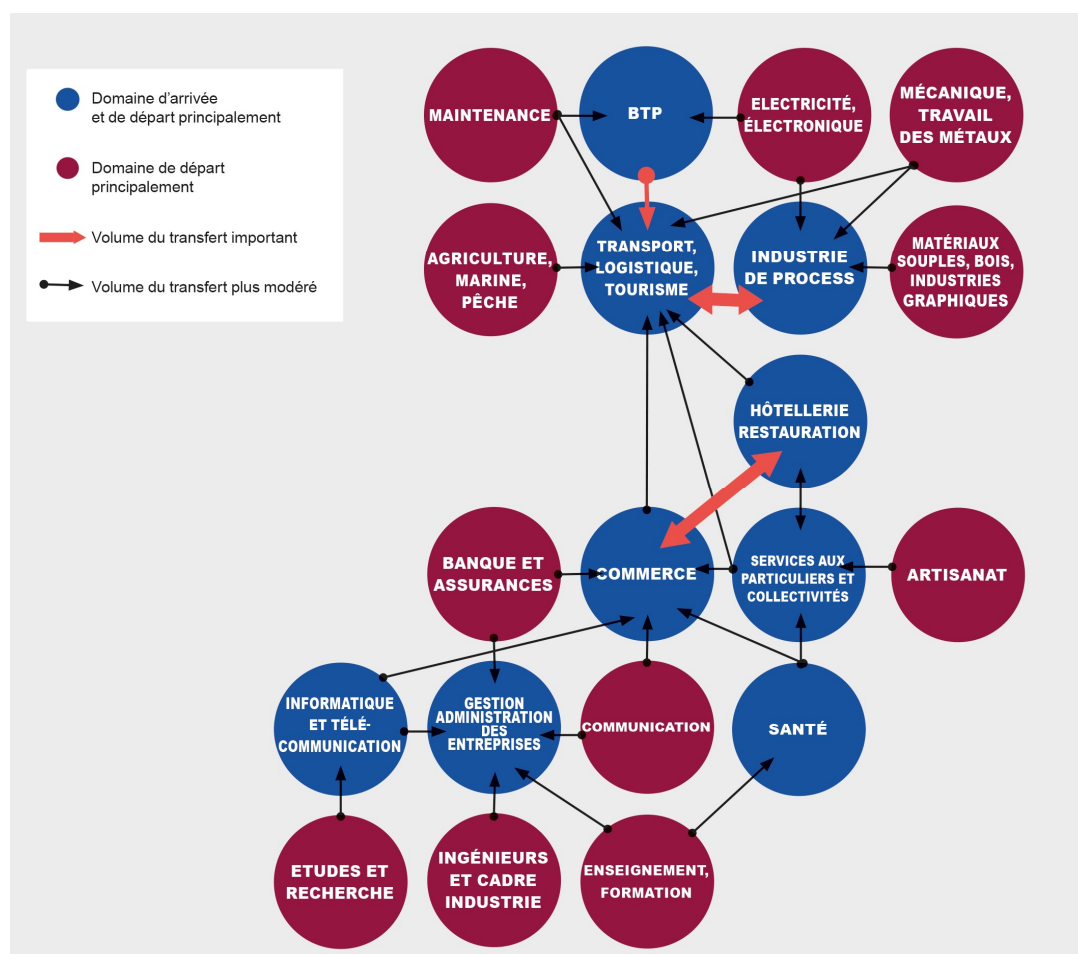
- de 40% pour les seniors à 57% pour les moins de 25 ans ;
- de 38% pour les manœuvres ou ouvriers non-qualifiés à 51% pour les cadres ;
- 44% pour les résidents des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) ;
- 31% pour les travailleurs en situation de handicap.

La moitié des reprises d'emploi se font dans un domaine différent de celui initialement recherché par les candidats. Il existe notamment des mobilités importantes entre l'industrie et le transport, entre l'hôtellerie-restauration et le commerce.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 28% des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (à fin mars 2022) expriment un projet de mobilité professionnelle et sont accompagnés en ce sens. Près de la moitié d'entre eux ont bénéficié d'au-moins une formation, prestation ou immersion en milieu professionnel.

## MÉTIERS RECHERCHÉS ET MÉTIERS RETROUVÉS : PRINCIPAUX TRANSFERTS ENTRE DOMAINES PROFESSIONNELS

Source : France Travail, DSN (2019), Fichier historique des demandeurs d'emploi, poste principal retrouvé en 2019 pour les demandeurs d'emploi sortis du chômage en 2019 suite à une reprise d'emploi





## UN MARCHÉ DU TRAVAIL SOUS TENSION

Le dynamisme du département s'illustre notamment par un besoin croissant de main d'œuvre qualifiée. Dans le même temps, le taux d'activité du département est élevé, les retours à l'emploi et les mobilités se sont accélérés, augmentant de facto la tension que nous connaissons depuis plusieurs années.

Le niveau de « difficulté de recrutement » exprimé par les entreprises lors de l'enquête BMO 2024 (France Travail, enquête Besoins en Main d'Œuvre) se maintient à un niveau élevé avec 57% des intentions d'embauche pressenties difficiles par les recruteurs.

### 3.1.

## DES TENSIONS À UN NIVEAU ÉLEVÉ

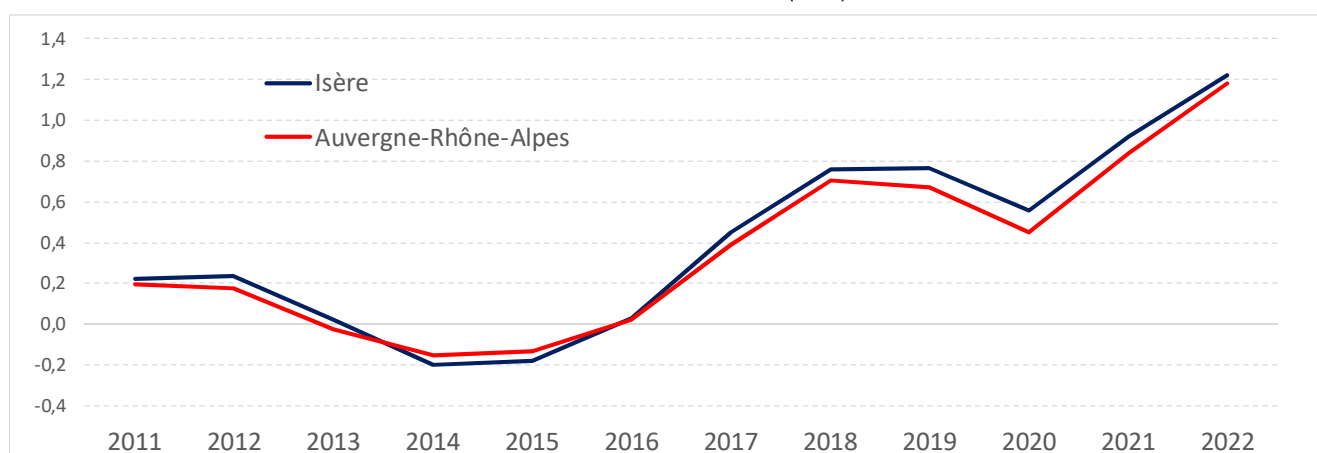
Le département suit la tendance régionale avec un niveau de tension qui s'amplifie à partir de 2016 et progresse jusqu'en 2022, à l'exception de 2020 lié à la crise sanitaire.

L'Etude statistiques sur « Les tensions<sup>1</sup> (\*) du marché du travail en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2011 et 2022 » publiée par France Travail et la DREETS montre que les deux tiers des métiers sont à un niveau de tension très élevée.

En 2022, les tensions sont plus élevées qu'au niveau régional.

### ÉVOLUTION DES TENSIONS DANS LE DÉPARTEMENT ET LA RÉGION DEPUIS 2011

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)



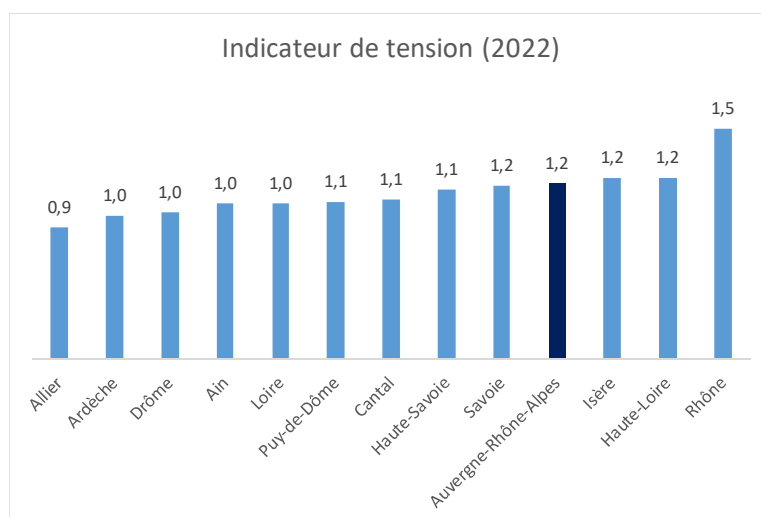
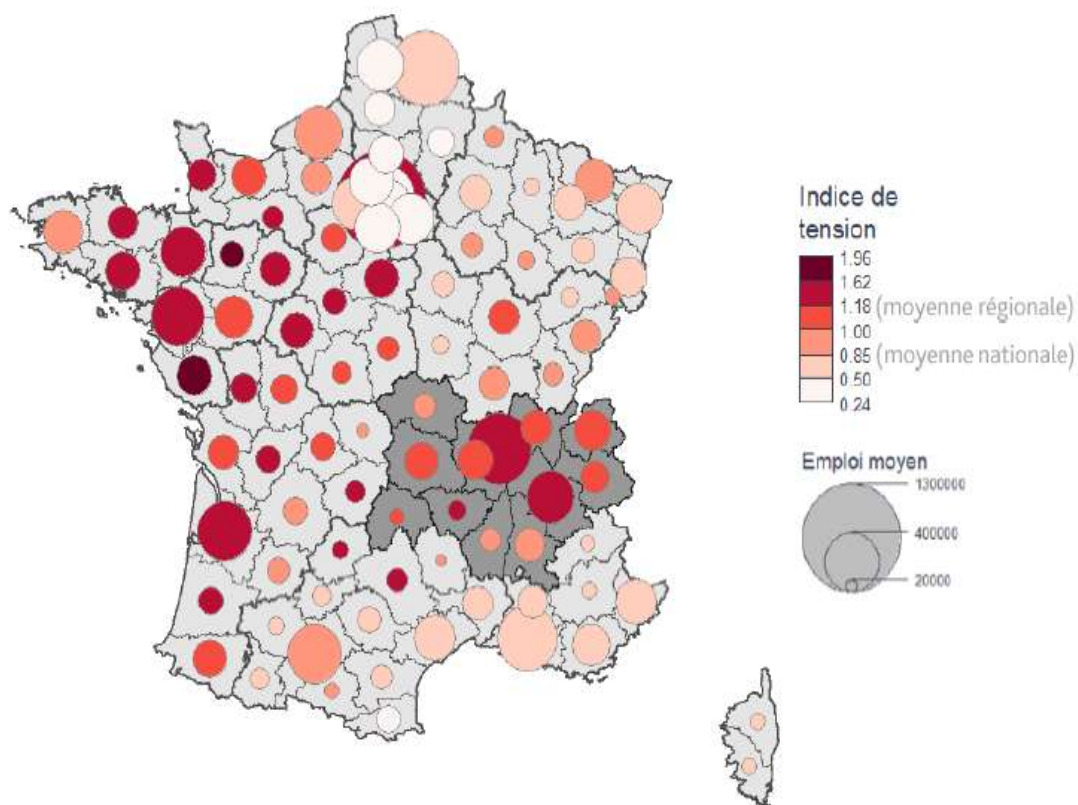
*Lecture : En 2022, l'indicateur de tension sur le marché du travail atteint 1,2 dans le département, contre 1,2 au niveau régional.*

<sup>1</sup> L'indicateur de tension, élaboré par la DARES et France Travail permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier. Il est constitué de 3 composantes :

- pour 50%, la part des projets de recrutements anticipés comme difficiles par les employeurs ;
- pour 30%, le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne, sur un champ étendu au-delà des seules offres collectées par France Travail, et le flux de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi) ;
- pour 20%, le taux d'écoulement de la demande d'emploi, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi).

## TENSIONS PAR DÉPARTEMENT

Source : France Travail -Dares, métiers en tension (2022)



Lecture : En 2022, l'indicateur de tension sur le marché du travail en France métropolitaine varie de 0,24 dans les Pyrénées Orientales à 1,96 en Mayenne. En Auvergne-Rhône-Alpes, il varie de 0,9 en Ardèche à 1,5 dans le Rhône.

## 3.2.

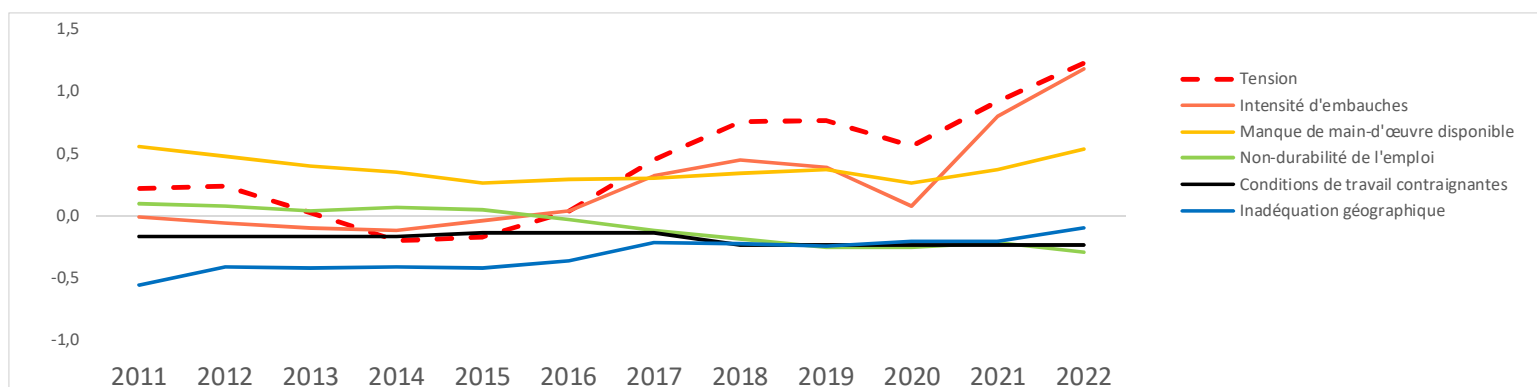
### DES TENSIONS DE NATURES DIFFÉRENTES

En complément de l'indicateur de tension, six indicateurs permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions : **l'intensité d'embauches, les conditions de travail contraignantes, la non-durabilité de l'emploi, le manque de main-d'œuvre disponible, le lien entre la spécialité de formation et le métier et l'inadéquation géographique.**

Au niveau régional, le premier facteur à l'origine des tensions de recrutement est **l'intensité d'embauches** (c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'offres d'emploi ou de projets recrutement et l'emploi moyen sur le métier) qui génère une rotation des salariés et entraîne mécaniquement un besoin constant de recrutements. Plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les tensions.

#### ÉVOLUTION DES TENSIONS ET DE LEURS FACTEURS POTENTIELS DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2011

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)



### 3.3.

## LES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION

4 métiers en tension sur les 15 recensés sont exercés dans l'industrie : de l'ajusteur à la conduite d'équipement, du technicien qualité à la conception et dessin dans la mécanique. 4 relèvent de l'installation et la maintenance est sont en partie exercé au profit du secteur industriel : installation et maintenance d'automatismes ou d'équipements industriels, la maintenance mécanique et le management et l'ingénierie de maintenance industrielle. Ce sont donc près de la moitié des métiers liés directement ou indirectement à l'industrie qui sont en tension du fait principalement de l'intensité des embauches, du lien entre la spécialité de formation et le métier et le manque de main d'œuvre disponible.

3 métiers de l'informatique sont en tension : conseil et maîtrise d'ouvrage, administration et direction de systèmes d'information à mettre en lien avec l'implantation de nombreuses entreprises du secteur dans le bassin grenoblois.

Seul le métier d'infirmier en référence au secteur de la santé reste en tension.

### TOP 15 DES MÉTIERS LES PLUS EN TENSION DANS LE DÉPARTEMENT

Source : France Travail - Dares, métiers en tension (2022)

Rang	Écart avec rang régional	ROME	Libellé métier	Domaine professionnel	Emploi moyen	Tension	Indicateurs d'éclairage des causes potentielles de la tension					
							Intensité d'embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géo-graphique
1	+44	I1102	Management et ingénierie de maintenance industrielle	Installation et Maintenance	647	3,6	5	5	5	1	1	5
2	+3	M1802	Conseil et maîtrise d'ouvrage en systèmes d'information	Support à l'entreprise	1 023	3,1	5	5	5	1	1	4
3	+12	H1506	Technicien qualité en mécanique et travail des métaux	Industrie	3 237	2,7	5	1	5	2	2	4
4	+35	H2903	Conduite d'équipement d'usinage	Industrie	1 902	2,6	5	5	5	2	5	2
5	+14	I1302	Installation et maintenance d'automatismes	Installation et Maintenance	496	2,5	5	5	5	1	2	3
6	+16	H2901	Ajusteur de fabrication	Industrie	791	2,5	5	5	5	3	4	3
7	+55	J1506	Infirmier de soins généraux	Santé	6 265	2,3	5	3	5	3	3	2
8	+2	F1106	Ingénierie et études du BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	3 002	2,3	5	5	5	1	2	4
9	+31	M1803	Direction des systèmes d'information	Support à l'entreprise	1 225	2,2	5	5	4	1	1	2
10	+2	I1304	Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	Installation et Maintenance	2 092	2,2	5	5	4	1	2	3
11	-2	H1203	Conception et dessin produits mécaniques	Industrie	976	2,1	5	5	4	1	1	4
12	+49	M1801	Administration de systèmes d'information	Support à l'entreprise	779	2,0	5	5	5	1	1	4
13	+44	K1302	Assistance auprès d'adultes	Services à la personne et à la collectivité	9 501	2,0	5	5	4	2	4	5
14	+17	I1310	Maintenance mécanique industrielle	Installation et Maintenance	806	2,0	5	5	5	2	4	5
15	+1	F1104	Dessin BTP	Construction, Bâtiment et Travaux publics	494	2,0	5	5	3	1	1	4

Note : Le domaine professionnel correspondant au métier (FAP225) est restitué selon la FAP22. Les six indicateurs complémentaires sont présentés dans une échelle allant de 1-tendant à réduire le niveau de tensions (en vert foncé) à 5-tendant à un fort niveau de tensions (en rouge).





## **DES INITIATIVES POUR RÉDUIRE LES TENSIONS DE RECRUTEMENT**

Le dynamisme du département s'illustre par les difficultés de recrutement exprimées par les entreprises.

Dans ce contexte, l'ensemble des acteurs de l'emploi, dont France Travail, sous l'impulsion de l'État, renforce leurs actions sur les territoires. Concrètement, il s'agit d'orienter les demandeurs d'emploi vers les métiers porteurs, d'accompagner leur développement de compétences en mobilisant les dispositifs de formation, de lever leurs freins périphériques au retour à l'emploi et d'inciter et soutenir les entreprises dans des démarches de recrutements inclusifs.

## 4.1.

### ORIENTER VERS LES SECTEURS ET MÉTIERS EN TENSION ET RECRUTER AUTREMENT

Comme vu précédemment, en lien avec les mutations du marché du travail, qu'ils soient débutants ou plus expérimentés, les demandeurs d'emploi sont nombreux à se reconvertir. La moitié de leurs reprises d'emploi se fait dans un domaine professionnel différent de leur domaine d'origine.

Changer de métier, de secteur ou se former, passe bien souvent par une meilleure connaissance du marché du travail et l'identification de ses savoir-faire et savoir-être. Pour cela, plusieurs outils existent et sont mobilisés pour susciter des vocations, détecter les aptitudes, sécuriser les parcours.

Dans l'objectif d'inciter les demandeurs d'emploi à intégrer les filières en tension, **les ateliers sectoriels de détection de potentiel** se concentrent sur les potentiels et les aptitudes. Ils visent également à susciter des vocations et à sécuriser les parcours de formation dans les secteurs qui rencontrent le plus de difficultés à recruter. Les ateliers de détection de potentiel ont également l'avantage de permettre aux professionnels du secteur de valoriser leur activité et leurs métiers. Ces séances sont particulièrement adaptées à un public éloigné de l'emploi, non diplômé et non expérimenté, comme les demandeurs d'emploi de longue durée et les jeunes.



L'immersion professionnelle comme les ateliers sectoriels, favorise la découverte des secteurs et métiers en tension. Dans le but de confirmer un projet professionnel ou permettre aux entreprises d'initier une démarche de recrutement, l'immersion professionnelle ou **Période de Mise en Situation Professionnelle (PMSMP)** est une période courte et non rémunérée en entreprise, de moins d'un mois en général. Elle permet à l'entreprise d'accueillir un demandeur d'emploi ou toute personne en parcours d'insertion pour lui permettre de se confronter à une situation réelle de travail.



Avec la plateforme « **Immersion Facilitée** » les démarches administratives et la relation candidat-entreprises sont simplifiées. Cet outil a été initié par le ministère délégué à l'Insertion, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, le Haut-Commissariat à l'engagement des entreprises et France Travail. Après une phase de lancement et de montée en charge (2022), en 2023, dans le département, 1 005 entreprises ont souhaité être accueillantes, 1 800 terrains d'immersion ont été proposés, 4 413 mises en relation ont été réalisées, 3 698 demandes d'immersion ont été initiées, 2 735 demandes d'immersion ont été validées. (Source : [immersion-facile.beta.gouv.fr/stats](https://immersion-facile.beta.gouv.fr/stats) - cumul 2023)

Au-delà de l'orientation des demandeurs d'emploi vers les métiers en tension, il s'agit également d'accompagner les entreprises à rencontrer des profils de candidats différents. A l'instar de ce que propose **La Méthode de Recrutement par Simulation (MRS)**. Cette méthode est fondée sur le repérage des habilités à tenir un poste malgré l'absence de diplôme et d'expérience dans le métier ciblé. Concrètement, elle repose sur une séance d'évaluation au cours de laquelle les candidats effectuent des exercices de mise en situation spécifiquement conçus avec les recruteurs. En 2023, dans le département, 1 204 demandeurs d'emploi ont été évalués, 766 ont été sélectionnés, 339 embauchés (Source : France Travail).





De la même manière, des initiatives nouvelles permettent aux employeurs de recruter autrement. Du « **Stade Vers l'Emploi** » en fait partie. C'est une opération mise en place en partenariat avec les Fédérations Françaises d'Athlétisme, de Basket, de Rugby, de Badminton, de Tennis de Table, de Boxe, de Football, de Handball, de Taekwondo, de Tennis, de Volley, la Fédération Sportive et Culturelle de France, l'UFOLEP et le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle consiste à proposer aux demandeurs d'emploi et aux employeurs qui le souhaitent d'enfiler leurs baskets plutôt qu'un costume pour passer un entretien d'embauche. Sans savoir qui est qui, candidats et recruteurs se retrouvent pour disputer des épreuves sportives adaptées.

Ces rencontres permettent de tester de nouvelles formes de recrutement sans CV, en valorisant les compétences liées à la pratique sportive et transférables dans le monde professionnel (l'esprit d'équipe, la persévérance, la réactivité ou encore la communication, la capacité à être force de proposition...). Ce concept bouscule le format traditionnel d'entretiens RH, avec des résultats concluants.

En 2023, 7 Stades Vers l'Emploi ont eu lieu dans le département. 419 demandeurs d'emploi étaient présents aux côtés de 89 entreprises.



**Du Stade vers l'emploi Rugby Montbonnot 29 septembre 2023**

## 4.2.

### LA FORMATION POUR RÉPONDRE AUX TENSIONS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Les tensions du marché du travail s'expliquent en partie par le manque de qualification des candidats. Aussi, la formation est un levier puissant pour développer les compétences attendues par les entreprises et plus encore lorsqu'elle se déroule chez l'employeur préalablement au recrutement.

Depuis 2019, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'État et France Travail portent le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), initialement prévu jusqu'en 2022, il a été prolongé sur l'année 2023.

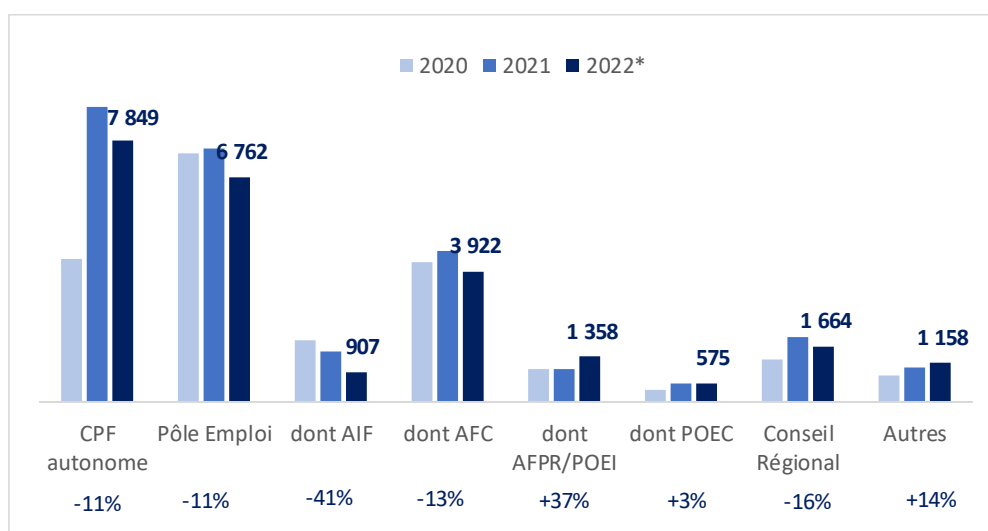
Il a pour objectif de former les publics fragilisés et éloignés de l'emploi, diagnostiquer les besoins des entreprises et de participer à la modernisation de l'appareil de formation. Avec plus de 122 000 personnes formées sur cette période, le Plan d'Investissement dans les Compétences (2019-2023) a permis de doubler le nombre de formations mobilisées par France Travail dans la région.

Dans le département, 17 433 entrées en formation, tous publics inscrits à France Travail, tous financeurs (source : DARES) ont eu lieu en 2022. Certaines formations ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin d'acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi :

- +37% pour les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), soit un total de 1 358 entrées en formation
- +3% pour les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC), soit 575 entrées en formation.

#### ENTREES EN FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 2020 PAR FINANCEUR /TYPE DE FORMATION ET EVOLUTION ANNUELLE ENTRE 2021 ET 2022

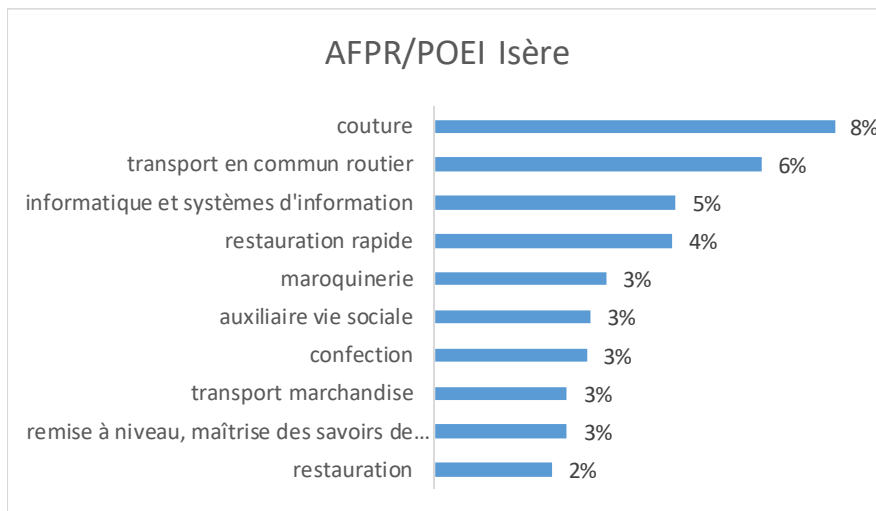
Source : Dares-Traitement DREETS ARA SESE, base BREST, formation des personnes en recherche d'emploi inscrites à France Travail, rémunérées ou bénéficiaires d'une protection sociale au titre de la formation (2022)



Avec les Actions de Formations Préalables au Recrutement (AFPR) ou Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI), les demandeurs d'emploi se sont notamment formés en « couture » et « transport en commun routier ».

## PRINCIPALES FORMATIONS AFPR/POEI SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT

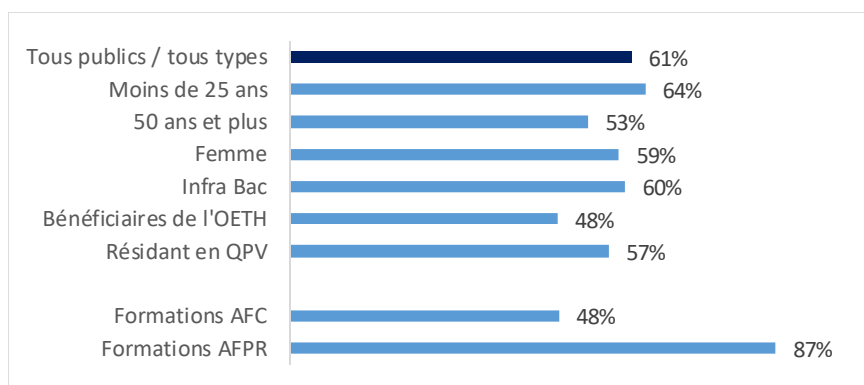
Source : France Travail, attestation d'entrée en stage des demandeurs d'emploi (2022)



Le taux d'accès à l'emploi des sortants de formation<sup>1</sup> (cumul de juin 2022 à mai 2023) est de 61% (contre 60% au niveau régional) .

## TAUX D'ACCÈS À UN EMPLOI D'UN MOIS OU PLUS, AU COURS DES SIX MOIS QUI SUIVENT LA FIN D'UNE FORMATION PAR PUBLIC ET TYPE DE FORMATION

Source : France Travail, sortants de formation hors formations ayant un objectif de « remise à niveau, savoirs de base » (juin 2022 à mai 2023)



Ce taux d'accès à l'emploi est particulièrement élevé suite à une Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) (87%). Il est moins élevé pour les Actions de Formation Conventionnée (AFC) (48%), formations collectives qui visent à développer les compétences des demandeurs d'emploi inscrits, en particulier ceux de faible niveau de qualification et/ou en reconversion, pour répondre aux besoins de recrutement des entreprises.

<sup>1</sup> Accédant à un emploi d'un mois ou plus au cours des six mois qui suivent la fin d'une formation.



# ZOOM SUR

## Aider les employeurs à former avant l'embauche

L'Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI) sont deux dispositifs d'aide aux employeurs, qui ont pour objectif de former les demandeurs d'emploi avant une embauche afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires pour occuper l'emploi proposé. Au 1er avril 2024, les 2 dispositifs fusionnent et la POE perdure avec un périmètre élargi.



## Apprendre en faisant

L'Action de Formation En Situation de Travail (AFEST) est une modalité pédagogique qui s'appuie sur le concept « d'apprendre en faisant » directement sur le lieu de travail. Elle cible des compétences précises et prédéfinies qui sont analysées et transformées en apprentissage, avec une alternance de mises en situation et de phases réflexives encadrées par un tuteur.





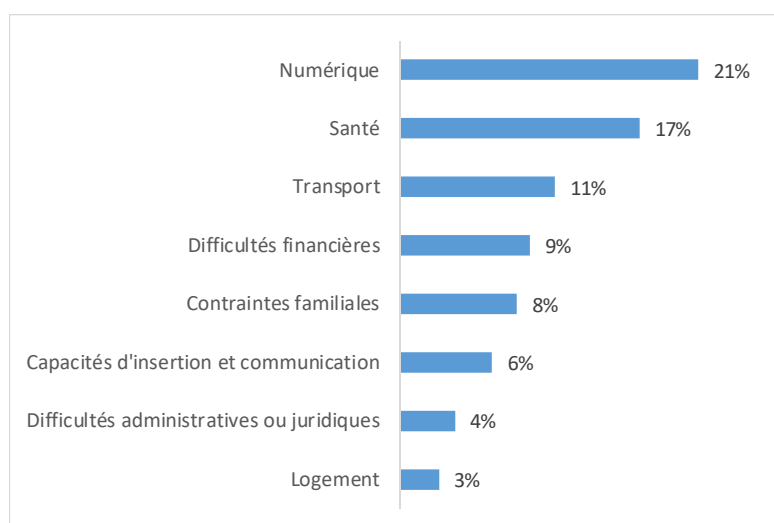
### 4.3. DES ACTIONS POUR LEVER LES FREINS AU RETOUR À L'EMPLOI

Pour réduire les tensions de recrutement, une autre réponse est d'aller vers les publics qui rencontrent des problématiques d'ordre personnelles impactant leur retour à l'emploi ou entrée en formation.

En effet, 44% des demandeurs d'emploi (catégorie A) déclarent au moins un frein au retour à l'emploi dans le département (contre 42% en région) : problème familial ou de santé, difficulté d'accès aux outils digitaux, enjeu de logement ou de mobilité, etc. Le travail partenarial, concomitant à la recherche d'emploi vise à construire des solutions communes pour lever ces freins en vue d'accélérer le retour à l'emploi.

#### PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI DÉCLARANT DES FREINS SOCIAUX À L'EMPLOI DANS LE DÉPARTEMENT, SELON LE TYPE DE FREINS DÉCLARÉS

Source : France Travail, statistique du marché du travail, demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail en catégorie A (données brutes, à fin décembre 2023)



Dans ce contexte, France Travail et ses partenaires proposent de nombreuses actions ciblées visant à lever les freins périphériques qui peuvent se mettre en travers de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi. C'est dans cette logique, que peut être proposé, « **l'Accompagnement global** », un accompagnement personnalisé et intensif, réalisé par un binôme constitué d'un travailleur social du Conseil départemental et d'un conseiller France Travail dédié. Il a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi par la résolution ou la réduction des difficultés sociales et professionnelles rencontrées.

## QUELQUES EXEMPLES D'ACTIONS MOBILISABLES DANS LE DÉPARTEMENT

### NUMÉRIQUE

Le frein déclaré le plus fréquemment est lié à la capacité à utiliser internet et les équipements informatiques. Cet illettrisme concerne 21% des demandeurs d'emploi (catégorie A). La proportion est particulièrement élevée parmi les résidents en QPV, les travailleurs handicapés, les demandeurs d'emploi de niveau infra-Bac, les bénéficiaires du RSA et les seniors.

« **Pix emploi - Diagnostic initial** » : mis à disposition des demandeurs d'emploi depuis avril 2021, Pix emploi permet d'établir un bilan de compétences numériques à travers un test d'une vingtaine de questions, puis de proposer des solutions adaptées mobilisant les services des différents acteurs de l'emploi (formation, ateliers, Pass APTIC...). Des résultats aux tests inférieurs à 50% sont un signe fort de « fragilité numérique ». Dans le département, on compte actuellement 151 demandeurs d'emploi avec un résultat inférieur ou égal à 50%.

### SANTÉ

Le « **parcours emploi santé** » est un service d'une durée de 6 mois qui couvre l'appui à la recherche d'un emploi compatible avec la situation de santé du candidat ainsi qu'un soutien psychologique pour enclencher un parcours de soin ou être accompagné dans les démarches de reconnaissance de handicap. En 2023, 380 adhésions ont eu lieu dans le département. 24% des personnes ont engagé des démarches pour lever des freins de santé. 20% ont identifié des contours d'un projet réaliste et réalisable.

### TRANSPORT

« **Mobiville** » est un exemple de service en ligne. Il propose un service d'aide à la décision pour orienter les candidats à la mobilité vers les bassins d'emploi qui recrutent afin de saisir des opportunités dans de nouveaux territoires. Cette solution permet d'accompagner les publics qui souhaitent déménager dans l'identification du territoire jugé le plus favorable à leur retour à l'emploi et à leurs attentes en termes de qualité de vie. Cette solution a également vocation à centraliser et à valoriser les aides à disposition pour faciliter la mobilité et l'installation dans un nouveau territoire.

Le « **bilan-accompagnement mobilité** » est une prestation de France Travail qui vise à lever les freins à la mobilité en aidant les demandeurs d'emploi à identifier précisément les contraintes qu'ils rencontrent et à mobiliser les dispositifs d'aides auxquels ils peuvent prétendre.

Des « **aides à la mobilité** » sont accordées sous conditions d'éligibilité. Elles peuvent prendre la forme d'une prise en charge des frais de transport, de repas et d'hébergement afin de faciliter la mobilité géographique des demandeurs d'emploi pour lesquels les déplacements constituent un frein à la recherche / reprise d'emploi ou à la formation.

« **Mes aides France Travail** » est une plateforme lancée par France Travail en partenariat avec le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, afin de rendre visibles et accessibles les aides à la mobilité pouvant être accordées aux demandeurs d'emploi (pour financer le permis de conduire, réparer, acheter ou louer un véhicule, etc.).

## DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

En 2022, en Auvergne-Rhône-Alpes, les Carsat et France Travail ont noué un partenariat pour mieux informer les demandeurs d'emploi proches du départ à la retraite sur leurs droits et les aider à optimiser leur choix de fin de carrière. Les « ateliers emploi-retraite » sont ainsi proposés aux demandeurs d'emploi de 59 ans et plus dans la perspective d'accompagner le passage à la retraite ou de les remobiliser dans leur recherche d'emploi lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions d'un départ à taux plein. En 2023, 1 032 adhésions ont été réalisées (source : Aude Z06/ France Travail). Des rendez-vous personnalisés sont également proposés aux personnes en situation de grande fragilité sociale ou financière. Résoudre les difficultés financières, c'est aussi mieux informer sur les droits pour sécuriser la reprise d'emploi. Dans ce but, « Estime » est une application qui permet d'évaluer en quelques clics les ressources mobilisables en cas de perte d'emploi (droits à l'allocation d'Aide au retour à l'emploi, montant et durée d'indemnisation, etc.) ainsi que les aides et allocations versées par France Travail et la CAF dans le cadre d'une reprise d'emploi.

## CONTRAINTES FAMILIALES

L'Aide à la Garde d'Enfants pour Parents Isolés (AGEPI) : une aide ponctuelle accordée par France Travail, visant à prendre en charge les frais de garde lorsqu'un demandeur d'emploi reprend une activité professionnelle ou entre en formation.

## CAPACITÉ D'INSERTION ET DE COMMUNICATION

La formation « Compétences transverses illettrisme » : un parcours apprenant centré sur l'acquisition des compétences de savoir-être nécessaires au retour à l'emploi ou au suivi d'une formation qualifiante.

## LOGEMENT

La « Convention Action Logement » renouvelée en 2023 vise à faciliter l'accès au logement des demandeurs d'emploi qui s'engagent dans un parcours de mobilité et quittent leur bassin de vie initial pour accéder à un emploi ou une formation en alternance.

*«C'est avec une volonté réaffirmée et partagée que nous souhaitons apporter des réponses concrètes et pragmatiques aux attentes des demandeurs d'emplois en recherche de logement et aux besoins des entreprises qui souhaitent recruter. »*

**Noël Petrone**, directeur Action Logement Services Auvergne-Rhône-Alpes





#### 4.4.

### DES DISPOSITIFS D'INSERTION ET DES ACTIONS POUR LES PUBLICS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

Faire évoluer les modèles de recrutement des entreprises afin qu'elles s'ouvrent à d'autres profils de candidats dans une démarche inclusive est une nécessité pour réduire les tensions.

La collaboration des acteurs de l'écosystème de l'emploi, de la formation et de l'insertion est engagée pour favoriser l'intégration de publics discriminés au moyen de dispositifs spécifiques et de proximité. Plusieurs axes d'actions, peuvent être mis en perspective : favoriser l'insertion par l'activité économique, intensifier l'aller vers, promouvoir le recrutement inclusif, renforcer l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

#### Favoriser l'insertion par l'activité économique

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. Encadré par l'Etat au titre des Politiques publiques de l'emploi, ce dispositif permet aux candidats de développer leur autonomie, d'acquérir de l'expérience et des compétences dans le cadre d'un accompagnement renforcé individualisé. En 2023, en Auvergne-Rhône-Alpes plus de 10 000 personnes bénéficient d'un contrat de travail au sein d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique : **Associations Intermédiaires, Entreprises d'Insertion, Ateliers et Chantiers d'Insertion ou Entreprises de Travail Temporaire d'Intérim d'insertion**. France Travail a orienté en 2023 environ 1000 demandeurs d'emploi chaque par mois, avec un taux d'acceptation moyen de 45,7% variable en fonction des structures. 12% des candidatures sont refusées au motif que le candidat présente un frein à l'emploi incompatible avec le poste proposé (Source : [emplois.inclusion.beta.gouv.fr](https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr))

*« Les personnes que nous recevons sont essentiellement orientées par nos partenaires France Travail et Cap emploi. Ces personnes très éloignées de l'emploi vont bénéficier d'un contrat de travail et d'un accompagnement socio-professionnel pour lever les freins de santé, de mobilité, etc. »*

**Chantal Vidalenc**, conseillère en insertion, Césame (association agréée Chantier d'Insertion)

## Intensifier le « aller vers »

Certains publics sont éloignés de nos services géographiquement (zone rurale...) ou sociologiquement (Quartier prioritaire Politique de la Ville...). Il est important de développer une démarche « d'aller vers »

La « **Place de l'emploi et de la formation** » est un dispositif itinérant qui rassemble de nombreux acteurs de terrain engagés dans l'insertion professionnelle. Ces forums de l'emploi accueillent les habitants au cœur de leur lieu de vie et proposent des espaces d'orientation, de conseils et de recrutement. Ce service de proximité est financé dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences (2019-2023).



La place de l'emploi et de formation à Vienne en 2023



A travers le maillage des guichets « **France services** », France Travail dispose d'un ancrage local complémentaire au plus près des demandeurs d'emploi les plus précaires. Au 27 octobre 2023, le réseau comptait 319 Maisons Services en Auvergne-Rhône-Alpes. Au-delà de fournir des informations de 1er niveau, les agents des France services jouent un rôle de facilitateur et de soutien à l'usage des outils numériques et peuvent fournir un accompagnement à la réalisation de démarches liées aux organismes partenaires (Assurance maladie, Assurance retraite, Direction générale des finances publiques, etc.).

Dans le même esprit, les « **Tiers-lieux** » sont des leviers d'innovation en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle, grâce aux espaces partagés qu'ils offrent, des lieux de rencontres qui encouragent les collaborations et les projets collectifs. Les Tiers-lieux sont déployés à travers le Groupement d'intérêt public France Tiers-lieux. En Auvergne-Rhône-Alpes, en octobre 2023, on compte 467 tiers-lieux (13 % du national). Ces relais de proximité proposent de nouvelles formes d'accompagnement aux publics en insertion professionnelle dans un cadre « désinstitutionnalisé ».

Ces actions sont déployées en lien avec les partenaires de l'emploi et de la formation de la région, dans une perspective d'inclusion du plus grand nombre et à travers de nouvelles formes de recrutement, plus ouvertes et participatives.



Les jeunes issus des CAP et BAC Professionnels hors alternance ont une proportion de trajectoire d'emploi vers le CDI inférieure de 25 points à ceux ayant obtenu leur diplôme par alternance. Le manque de réseau personnel et professionnel ne facilite souvent pas leur insertion et leur capacité à se projeter. Face au constat de méconnaissance par les jeunes du monde des entreprises et des perspectives d'emploi dans les filières, L'Education Nationale et France Travail ont décidé de mettre en place **AvenirPro**. Concrètement, depuis la rentrée scolaire 2020 des conseillers France Travail interviennent auprès d'élèves en dernière année de lycées professionnels ayant un objectif d'entrée sur le marché du travail (niveau CAP et Bac professionnels).

## Promouvoir le recrutement inclusif

Sensibiliser et mobiliser un maximum d'entreprises pour développer des pratiques de recrutement plus inclusives (jeunes, seniors, personnes en situation de handicap...) est un enjeu majeur pour favoriser l'emploi.

La communauté « **Les entreprises s'engagent** » réunit en collectifs des entreprises de toutes tailles, les services de l'État et l'ensemble des parties prenantes de l'insertion au sein de clubs à la maille départementale. Sur l'ensemble de la région, France Travail est impliqué à leurs côtés pour faire progresser l'inclusion des plus fragiles dans l'emploi : organisation d'événements dédiés, intervention auprès des adhérents pour présenter les aides au recrutement, valorisation d'actions, etc.

Lancé en juin 2023 par le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et celui des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, le programme « **Les clubs sportifs engagés** » vise à accompagner les associations sportives dans leur engagement pour développer l'insertion par et dans le sport.

Autre exemple, le **Mixité Tour** initié en 2024, une opération regroupant plus de 40 événements dans la région pour promouvoir la mixité et les secteurs ouverts à toutes et tous, en partenariat avec les Missions Locales, Cap emploi, l'OL Fondation, l'EPIDE, le CIDFF et la DRDFE.

## Renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin

Plusieurs exemples de dispositifs ont été déployés dans le département pour renforcer et intensifier l'accompagnement de ceux qui en ont le plus besoin.

Le « **parcours de remobilisation** » est un accompagnement proposé par France Travail aux demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de deux ans sans aucune activité salariée. Il débute par un atelier d'une demi-journée comprenant des séquences collectives et des temps de réflexion individuels. Un programme d'actions individualisé est ensuite défini, avec un objectif de retour à l'emploi ou à la formation dans les six mois

Pour les bénéficiaires du RSA, en collaboration étroite avec la Métropole de Lyon, une expérimentation a été lancée en mai 2023 pour fournir un « **accompagnement renforcé aux bénéficiaires** » sur les communes de Givors et de Grigny. Des « Rencontres Information Orientation » sont mises en place pour présenter l'accompagnement renforcé aux bénéficiaires du RSA. Une application « Pass' Emploi » est également en cours de lancement pour permettre aux bénéficiaires du RSA de ces communes d'échanger encore plus facilement avec leurs conseillers. En 2024, cette expérimentation va être étendue à de nouveaux territoires : Haute-Savoie pour les bassins de la Basse Vallée de l'Arve et Genevois, Rhône Bassin de Villefranche, Allier Bassin de Vichy et tout le département du Cantal.

De même, confié aux Missions Locales et à France Travail, le « **Contrat d'Engagement Jeune** » (CEJ) offre aux jeunes sans emploi ni formation un parcours d'accompagnement très intensif (15 à 20h par semaine) sur une durée de 6 à 12 mois. Ils bénéficient d'un appui personnalisé jusqu'au suivi dans la formation et dans l'emploi, ainsi qu'une garantie de ressources pour les plus fragiles.

Enfin, dans le but d'améliorer le recrutement des demandeurs d'emploi en situation de handicap et de construire une offre de services commune en partenariat avec tous les acteurs des territoires les « **Lieux Uniques d'Accompagnement** » (LUA) rassemblent les services de Cap emploi et France Travail, renforçant de fait les synergies entre les conseillers des deux réseaux. Début 2024, le département disposait de 15 LUA, animés par 112 personnes Cap emploi et France Travail (psychologues du travail, conseillers entreprises et accompagnement et conseillers experts handicap).

# En savoir plus

## **L'ACTIVITÉ FRONTALIÈRE AVEC LA SUISSE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Éclairages et synthèses.

## **L'EMPLOI SALARIÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES OFFRES DIFFUSÉES PAR FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES EMBAUCHES EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **ENQUÊTE SUR LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE EN 2023 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES MÉTIERS EN 2030. QUELLES PERSPECTIVES DE RECRUTEMENT EN RÉGION ?**

Jolly C., Flamand J., Cousin C., Eidelman A.,  
France Stratégie, Dares, janvier 2023.

## **À L'HORIZON 2070, 8,65 MILLIONS D'HABITANTS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Bianco E., Thouilleux C., Insee Analyses  
Auvergne-Rhône-Alpes n° 151, novembre  
2022.

## **LE TAUX DE CHÔMAGE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Dreets, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI INDEMNISÉS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ARCE EN 2022 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Infographie.

## **LES REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **L'ACCÈS À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES CANDIDATS RETROUVENT-ILS LE MÉTIER INITIALEMENT RECHERCHÉ EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES ?**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Infographie.

## **LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN MOBILITÉ PROFESSIONNELLE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.

## **LES TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES EN 2022**

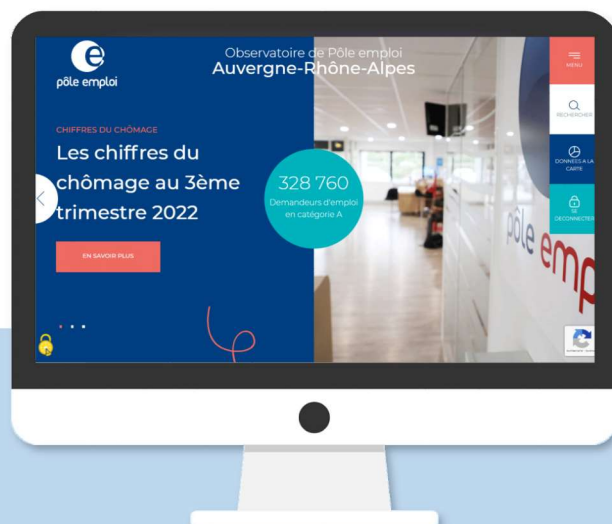
Dreets, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Éclairages et synthèses.

## **L'ACCÈS À L'EMPLOI À L'ISSUE D'UNE FORMATION EN 2022 EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Éclairages et synthèses.

## **LES FREINS SOCIAUX AU RETOUR À L'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes,  
Statistiques et indicateurs.



**Retrouvez toutes les données sur l'Observatoire  
de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes**

[www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)

*Directeur de la publication*

*Nicolas FAILLET*

*Réalisation*

*Direction territoriale France Travail Isère*

*Service Statistiques, Études et Évaluation*

